

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



MINISTERE DU BUDGET
DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET
DE L'ETAT A FIN MARS 2021

Mai 2021



«Guinéennes, Guinéens, mes chers compatriotes

Dans cette nouvelle année 2021 qui s'ouvre, l'accent sera mis sur la création de richesses nationales par la concrétisation des projets mis en route sur le partage des ressources pour une Guinée encore meilleure pour ses filles et fils. L'amélioration de la vie quotidienne va concerner l'accroissement de la fourniture d'eau et d'électricité. Après le barrage de Kaleta (240 mgw), cette année verra le démarrage du barrage de Souapiti (450 mgw) et dans la foulée, celui d'Amaria (300 mgw), Foomi et Kogbedou en Haute Guinée, Keno, Zegbela et Lokua en Guinée forestière et Koukoutamba au Foutah. Sans compter les barrages régionaux prévus dans notre plan énergétique. Pour aider le développement de l'intérieur du pays, 15% des recettes minières ont été affectés aux collectivités locales, par l'Agence nationale de financement des collectivités (Anafic) dont les moyens de fonctionnement devraient atteindre la somme de 700 milliards de francs guinéens les cinq prochaines années. Le pays s'engage à décentraliser le partage des richesses avec un fonds qui va offrir plus de 125 milliards de francs guinéens par an aux régions minières. Nous devons continuer d'œuvrer pour réduire la pauvreté, avec le projet d'inclusion économique financière et sociale nécessaire pour lutter contre la pauvreté, financé à 70 millions de dollars par la Banque mondiale. Pour l'autonomisation des femmes, un budget de 25 milliards de francs guinéens a déjà été réuni pour le renforcement des capacités dans la création et le développement des activités génératrices d'emplois. Un autre fonds de 150 milliards de francs guinéens sera investi pour le renforcement de la parité. Tandis que 300 milliards supplémentaires iront au financement des activités de la jeunesse, la formation, l'accès au numérique et à la technologie.

Nos priorités seront la construction des routes, l'amélioration de la fourniture d'eau. Nous allons accélérer la construction des routes dans les quatre régions ainsi que les pistes rurales. Nous allons renforcer notre agrobusiness à travers les chaînes de valeurs. Cela, non seulement pour assurer l'autosuffisance alimentaire, mais aussi la transformation sur place, de la plupart de nos produits. La création d'entreprises par les jeunes et les femmes sera aussi au cœur de notre politique afin d'améliorer le panier de la ménagère, c'est-à-dire le social.

Enfin et surtout gouverner autrement en luttant contre la corruption, le clientélisme, le copinage. Instaurer le respect de l'Etat et des institutions. Nous allons récupérer tous les terrains illégalement vendus ou occupés, ainsi que les bâtiments du contentieux franco-guinéen abusivement et illégalement occupés. J'envisage très bientôt d'organiser une conférence de presse pour expliquer et faire comprendre à tous, le «gouverner autrement». Les spéculations dans la cité et les manœuvres de toutes sortes de prétendus faiseurs de roi et influenceurs du microcosme n'inspirent pas mes décisions et me laissent indifférents...».

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

(extrait du discours prononcé à l'occasion de sa présentation de vœux de nouvel an 2021, le 31 décembre 2020).

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances sur les trois (3) premiers mois de l'année 2021.

En application de l'article 19 du Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement Général de Gestion Budgétaire et de Comptabilité Publique (RGBCP), le Ministre du Budget a signé l'arrêté n°2021/116/MB/SGG du 11 février 2021 portant plan d'engagement budgétaire du premier trimestre 2021, afin de réguler l'exécution des dépenses publiques en fonction du plan de trésorerie avec une annexe présentant le plan d'engagement annuel séquencé par trimestre, et révisable en fonction des données de l'exécution budgétaire.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin mars 2021, base encaissement dégage un niveau de recettes supérieur à l'objectif trimestriel et un niveau de dépenses payées inférieur à l'objectif de la période. En effet, **sur un objectif trimestriel de 4 727,22 Mds, les recettes mobilisées suivant la situation communiquée par les régies se situent à 5 072,91 Mds, soit 107,31 %** (voir tableau n°4). La part de chaque catégorie de recettes se chiffre à 4 710,45 Mds pour les recettes fiscales, soit 92,85% ; 302,12 Mds pour les dons, legs et fonds de concours, soit 5,96% et 60,34 Mds pour les autres recettes, soit 1,19% contre respectivement **3 702,48 Mds, 111,85 Mds et 53,69 Mds** réalisées à la même période en 2020.

Comparées au taux de réalisation à fin mars 2020 de 92,22%, celui du premier trimestre 2021 est de 99,46%, soit un écart en moins de 7,24 point de pourcentage.

Quant aux dépenses payées y compris FINEX, l'exécution se chiffre à 3 498,27 Mds contre 4 141,96 Mds, soit 84,46% par rapport à l'objectif à fin mars 2021.

Les dépenses hors financement extérieur se chiffrent à 2 855,71 Mds contre une prévision à fin mars de 4 141 Mds. Sur la même période en 2020, le taux de réalisation était de 87,67%.

Les dépenses d'investissement payées sur ressources extérieures se situent à 642,56 Mds contre une prévision dans le budget 2021 de 6 297,54 Mds, soit un taux d'exécution de 10,20%.

Le solde de base à fin mars 2021, se chiffre à 514,44 Mds soit 0,31% du PIB contre un objectif plancher de 360,54 Mds, ce qui représente 0,22% du PIB, soit un écart de 153,90 Mds.

L'exécution trimestrielle a été caractérisée par une contraction des dépenses par rapport aux objectifs de la période afin de réduire progressivement les avances de la Banque Centrale au trésor de manière à les supprimer à fin 2021 et la non constitution d'arriérés de paiement.

Comparés aux dépenses engagées de la période, les paiements se situent à 77,69% contre 68,30% à fin mars 2020 et 76,44% par rapport aux dépenses ordonnancées contre 121,27% en 2020.

Table des Matières

RESUME EXECUTIF	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES	6
INTRODUCTION	7
SOURCE : TOFE.....	8
CONTEXTE ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE	8
I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	11
I.1-RAPPEL DES DISPOSITIONS FISCALES DE LA LFI 2021	11
I.2-ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES	16
FIGURE 1: ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES.....	17
I.2-1 ANALYSE DE L'EXECUTION PAR NATURE DE RECETTES	17
I.2-2 ANALYSE DE LA REALISATION DES RECETTES PAR REGIE	21
FIGURE 2: EXECUTION DES RECETTES PAR REGIES A FIN MARS 2021	22
II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	28
II -1 SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS	28
II-2 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES.....	30
FIGURE 3: ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES	31
<i>II -2-1 Analyse des dépenses par titre</i>	<i>31</i>
<i>II-2-2 Situation des instances de paiement au 31 mars 2021</i>	<i>33</i>
<i>II.2.3 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés</i>	<i>33</i>
<i>II.2.4 Situation de l'exécution des dépenses des filets sociaux non contributifs</i>	<i>35</i>
III-SOLDE BUDGETAIRE	36
IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT.....	36
IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT	36
IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT.....	36
V-CONCLUSION.....	38
ANNEXES	40

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence comptable centrale du Trésor
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la transition
DeMPA	Debt management performance assessment
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNIP	Direction Nationale des Investissements Publics
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d’appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Public investment management assessment (<i>Evaluation de la gestion des investissements publics</i>)
PNDES	Programme national de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l’énergie
RGGBCP	Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d’affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

Tableau 1: Exécution par grandes masses à fin mars 2021 de la loi de finances initiale (en milliards de GNF)	8
Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	9
Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	10
Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	16
Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	17
Tableau 6: situation actuelle du processus de planification locale et le délai prévisionnel de transfert des dotations aux collectivités locales (en milliards de GNF)	18
Tableau 7: Exécution globale des dons à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	20
Tableau 8: Exécution des autres recettes à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	20
Tableau 9: Situation des recettes collectées par la DNI à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	23
Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	24
Tableau 11: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	26
Tableau 12: Situation des mouvements de crédits à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	28
Tableau 13: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX	30
Tableau 14: Exécution des projets FINEX à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	32
Tableau 15: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 31 mars 2021 (en milliards de GNF)	33
Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 31 mars 2021 (en milliards de GNF)	35
Tableau 17: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs	35
Tableau 18: Situation des ressources et des charges de financement à fin mars 2021	36
Tableau 19: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin mars 2021 (en de milliards de GNF)	42
Tableau 20: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin mars 2021 (en de milliards de GNF)	45
Tableau 21: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin mars 2021 en de milliards de GNF	48
Tableau 22: Ventilation du budget en fonction des piliers du pndes à fin mars 2021 (en milliards de GNF)	52
Tableau 23: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en de milliards de GNF	53
Tableau 24: Etat d'exécution des subventions et transferts hors collectivités en milliards de GNF	54
Tableau 25: Situation résumée des opérations budgétaires de l'etat (en milliards de GNF)	57

Liste des graphiques

Figure 1: Analyse de l'exécution globale des recettes	17
Figure 2: Exécution des recettes par régions à fin mars 2021	22
Figure 3: Analyse globale des dépenses	31
Figure 4: Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement	33

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et autres recettes, ainsi que celui de consommation des crédits et des opérations de financement.

A cet effet, le ministère du budget a, conformément à ses attributions, inscrit cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année ; et à l'Assemblée nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Les projections budgétaires pour 2021, tant au niveau des recettes, des dépenses que du financement tablent sur un taux de croissance économique de 5,5% du PIB, un taux d'inflation moyen de 8% du PIB, un taux de pression fiscale de 12,6% ainsi que des réserves de la BCRG à un niveau adéquat de trois mois d'importations et une stabilisation du taux de change à 9 322,6 GNF pour 1 Dollar.

En cohérence avec la politique monétaire, les objectifs de la politique budgétaire visent : (i) la mise en œuvre du plan de relance économique post-COVID-19 destiné à préparer la sortie de la crise sanitaire et la relance de l'économie ; (ii) la limitation du déficit budgétaire à 3,2% du PIB et l'inflation à un niveau inférieur à 10% ; (iii) le soutien des initiatives présidentielles dans le secteur de l'agriculture à travers un appui conséquent aux filières agricoles ; (iv) le relèvement à 20% des allocations budgétaires du projet de loi de finances 2021 en faveur du secteur éducatif ; (v) la mise en place d'un programme d'investissement destiné à la préparation de la coupe d'Afrique des Nations 2025 en Guinée ; (vi) l'amplification des efforts budgétaires consentis par l'Etat au titre de l'action de l'Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES) dans le cadre du plan de riposte économique à la crise sanitaire COVID-19 ; (vii) le renforcement du soutien budgétaire à l'Agence Guinéenne de Financement du Logement (AGUIFIL) en vue de pérenniser le programme gouvernemental de construction de logements sociaux ; (viii) la poursuite des réformes du secteur de l'électricité et le maintien des subventions accordées à l'Electricité de Guinée (EDG) à leur niveau de 2020 ; (ix) la consolidation et le renforcement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, notamment le Guichet unique du commerce extérieur (GUCEG) et la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI).

Tableau 1: Exécution par grandes masses à fin mars 2021 de la loi de finances initiale sur base prises en charge comptable (en milliards de GNF)

Grandes masses	LFI 2021 (1)	Objectifs à fin mars 2021 (2)	Exécution fin mars 2021 (3)	Pourcentage 4=(3/2)
Recettes	23 511,64	5 067,18	5 120,65	101,06%
Dépenses courantes	18 451,99	3 836,67	4 255,21	110,91%
Dépenses d'investissement	8 331,79	561,55	785,34	139,85%
Solde de base dons exclus	867,00	360,54	514,44	143,00%
Solde de base dons exclus en % du PIB	0,52%	0,22%	0,31%	142,69%

Source : Tofe

Contexte économique et budgétaire

Au cours du premier trimestre de l'année 2021, l'exécution du budget est intervenue dans un contexte caractérisé par les principaux éléments suivants :

- L'élaboration et la mise en oeuvre des contrats de performance avec les régies financières ;
- La poursuite de la crise sanitaire mondiale liée au COVID-19 ;
- Le lancement de la campagne de recensement des contribuables afin d'identifier et d'actualiser le potentiel fiscal du Pays ;
- Le lancement officiel du portail de paiement en ligne des impôts et taxes dénommés e-tax.

Déclinaison du budget en piliers du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)

A fin mars 2021, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES, sur la base des engagements budgétaires, se situe en moyenne à 96,86% par rapport à l'objectif trimestriel et se présente ainsi qu'il suit :

- Pilier I : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable..... 96,76%
- Pilier II : Transformation économique durable et inclusive..... 87,57%
- Pilier III : Développement inclusif du capital humain.... 82,90%
- Pilier IV : Gestion durable du capital naturel..... 117,22%

Par rapport à l'objectif de la LFI 2021 de 27 865,24 Mds, les dépenses engagées du trimestre se situe en moyenne à 11,75% contre 58,50% à la même période en 2020 (voir tableau 22 en annexe).

L'exécution des dépenses d'investissement du PNDES (base paiement) à fin mars 2021 se situe à 642,56 Mds contre une prévision de la LFI de 9 413,25 Mds, soit un taux d'exécution de 6,83%. Cette exécution du PNDES ne concerne que les dépenses d'investissement sur

financement extérieur qui ont essentiellement servi à financer les investissements des piliers 3 et 2.

Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

Libelles	LFI (1)	Plan d'Engagement mars (2)	Engagements (3)		Liquidations (4)		Ordonnancements (5)		Paievements (6)	
		mars	mars	Taux	mars	Taux	mars	Taux	mars	Taux
Promotion D'une Bonne Gouvernance au Service Du Developpement Durable	2 079,64	216,27	128,68	59,50%	32,45	15,00%	32,45	15,00%	96,24	44,50%
<i>Dont Dépenses D'investissement</i>	1 839,65	156,27	32,45	20,76%	32,45	20,76%	32,45	20,76%	0,00	0,00%
<i>Dont FINEX</i>	239,99	60,00	96,24	160,40%		0,00%		0	96,24	160,40%
Transformation Economique Durable et Inclusive	6 078,03	1 391,61	376,95	27,09%	16,27	1,17%	16,02	1,15%	358,61	25,77%
<i>Dont Dépenses D'investissement</i>	838,03	81,61	18,33	22,47%	16,27	19,94%	16,02	19,64%	0,00	0,00%
<i>Dont FINEX</i>	5240,00	1310,00	358,61	27,38%		0,00%		0,00	358,61	27%
Developpement Inclusif Du Capital Humain	797,42	155,77	187,71	120,51%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	187,71	120,51%
<i>Dont Dépenses D'investissement</i>	427,27	63,23	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
<i>Dont FINEX</i>	370,15	92,54	187,71	202,85%		0,00%		0	187,71	202,85%
Gestion Durable Du Capital Naturel	458,17	116,04	2,44	2,10%	2,44	2,10%	2,44	2,10%	0,00	0,00%
<i>Dont Dépenses D'investissement</i>	10,76	4,18	2,44	58,38%	2,44	58,38%	2,44	58,38%	0,00	0,00%
<i>Dont FINEX</i>	447,41	111,85	0	0,00%		0,00%		0	0	0
Total général	9 413,25	1 879,68	695,78	37,02%	51,16	2,72%	50,91	2,71%	642,56	34,18%

Sources : DNB/DNSI

L'exécution à fin mars 2021 dans les dix fonctions de l'administration

Pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts, par ordre d'importance, sur les fonctions Défense, Services généraux des administrations publiques, Enseignement et loisirs, culture et cultes qui absorbent 90,79% du montant exécuté au cours du trimestre.

- L'exécution de la fonction Défense s'est située à hauteur de 1 301,50 Mds soit 238,04% par rapport à l'objectif trimestriel. Cette fonction représente 49,43% du total

des dépenses. Elle a permis d'assurer la défense du territoire, le fonctionnement régulier de l'armée et l'accompagnement des réformes des forces de Défense et de Sécurité.

- Les crédits alloués aux services généraux des administrations publiques ont connu une exécution de 639,96 Mds soit 24,31% de l'ensemble des dépenses budgétaires à fin mars 2021. Leur taux d'exécution s'est établi à 39,89% par rapport à l'objectif trimestriel. Cette part traduit la rigidité de la structure des dépenses publiques qui fait un biais en faveur des services généraux de l'administration, notamment au niveau du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation dans la coordination de l'action publique.
- Les dépenses exécutées en support à la fonction Enseignement représentent 449 Mds, soit 17,05% du total des dépenses. Par rapport à l'objectif trimestriel de 664,32 Mds, l'exécution est de 67, 59%. Cette exécution couvre essentiellement la rémunération du personnel, les transferts en faveur des étudiants et le fonctionnement des structures scolaires.

Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

LIBELLES	LFI 2021	Plan d'Engagement mars (1)	Charges financières de la dette (2)	Depenses de personnel (3)	Depense s de biens et services (4)	Depenses de transfert (5)	Depenses d'investissement (6)	Total (7 = Σ 2 à 6)	Part 8=7/total général t
Services Généraux des Administrations Publiques	8 328,42	1 604,41	63,15	37,34	208,72	330,75	0,00	639,96	24,31%
Défense	2 410,30	546,77	0,00	1091,90	58,62	150,98	0,00	1 301,50	49,43%
Ordre et Sécurité publique	695,65	104,15	0,00	19,38	0,00	0,01	0,00	19,39	0,74%
Affaire Economique	3 621,26	674,76	0,00	44,72	0,00	0,03	0,00	44,75	1,70%
Protection de l'Environnement	756,21	102,11	0,00	12,30	0,00	0,00	0,00	12,30	0,47%
Logement et Equipement Collectif	117,67	11,48	0,00	2,36	0,00	0,00	0,00	2,36	0,09%
SANTE	1 973,32	333,18	0,00	64,05	0,00	0,01	0,00	64,06	2,43%
Loisirs, Culture et Culte	288,47	77,02	0,00	24,11	74,25	0,00	0,00	98,36	3,74%
Enseignement	3 183,66	664,32	0,00	448,90	0,00	0,09	0,00	449,00	17,05%
Protection Sociale	192,73	23,76	0,00	1,21	0,00	0,00	0,00	1,21	0,05%
Total général	21 567,70	4 141,96	63,15	1 746,28	341,58	481,87	0,00	2 632,88	100%

Le compte rendu de l'exécution budgétaire au 31 mars 2021 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Opérations de financement
- V. Conclusion.

I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

1.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFI 2021

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes, la loi de finances de l'année 2021 a apporté certaines modifications des dispositions fiscales contenues dans le code général des impôts.

Ces dispositions sont relatives :

A. à l'obligation de déclaration des officiers publics et ministériels en matière de cession immobilière

ARTICLE 12/ - L'article 167 du CGI est complété par l'alinéa 4 libellé ainsi qu'il suit :

Les officiers publics et ministériels sous la responsabilité desquels l'acte de mutation d'immeuble est établi doivent obligatoirement produire deux fois par année civile une situation arrêtée au 30 juin et au 31 décembre. Cette situation devra être déposée au Service de l'Enregistrement et du Timbre au plus tard le quinze du mois suivant, conformément à un modèle défini par voie réglementaire.

La déclaration dont le modèle sera défini par un arrêté du Ministre en charge du budget devra contenir, pour chaque cession :

- l'identité du cédant et du cessionnaire,
- la nature du bien cédé,
- le lieu de situation du bien,
- la date et le prix de cession,
- le montant de l'impôt sur la plus-value immobilière non professionnelle,
- les numéros du folio et du bordereau de l'acte d'enregistrement,

B. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELARGISSEMENT DU CHAMP D'APPLICATION DU PRELEVEMENT FORFAITAIRE BIC

ARTICLE 13/ - L'article 254 du CGI est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Article 254.- Il est également applicable aux achats locaux réalisés par :

1- les établissements publics, les sociétés d'économie mixte, les sociétés délégataires d'une mission de service public, les entreprises minières, gazières et pétrolières, les entreprises de carrières, les sociétés de téléphonie, les banques, les sociétés d'assurance, les établissements de microfinance, les sociétés de distribution et d'entreposage de produits pétroliers, les entreprises de transports maritimes, les Organisations Non Gouvernementales étrangères, les Agences de coopération et de développement.

2- les sous-traitants immatriculés à la TVA, des établissements et entreprises visés au 1.

3- les distributeurs de cartes SIM et de recharges téléphoniques (physiques ou dématérialisées) immatriculés à la TVA.

4- les intermédiaires immatriculés à la TVA intervenant dans des opérations de transfert d'argent ou de paiement par téléphone.

C. DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSTAURATION D'UNE PROCEDURE D'ENTENTE DE RECOUVREMENT DES CREANCES FISCALES

ARTICLE 14/ - Il est inséré un article 678 bis libellé ainsi qu'il suit :

Article 678 bis. - Les Receveurs des Impôts peuvent, après accord de leur chef de centre ou chef de service des impôts, accepter les demandes de règlement échelonné présentées par les entreprises lorsque ces dernières sont confrontées à des difficultés passagères exceptionnelles et imprévisibles dûment justifiées.

En cas d'événements graves tels que des catastrophes naturelles, le Ministre en charge du Budget peut prendre des mesures de report de paiement en faveur des victimes.

L'octroi d'un délai de paiement ou d'un règlement échelonné entraîne la suspension gracieuse des poursuites et dispense les autorités d'avoir à publier le privilège du Trésor pour les créances qui en font l'objet.

D. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENCADREMENT DES EXONERATIONS FISCALES ET DOUANIERES

ARTICLE 15/ - Les exonérations fiscales et douanières accordées aux contribuables doivent être préalablement prévues par une loi ou par une convention dûment ratifiée par l'Assemblée Nationale.

Les actes réglementaires peuvent fixer seulement les modalités d'application des exonérations prévues par la loi et les conventions. Ils ne peuvent en aucun cas en étendre le champ, la portée et la durée.

Les exonérations fiscales et douanières accordées aux contribuables sans fondement légal ou conventionnel doivent être annulées par arrêté du Ministre du Budget pour compter du 1^{er} avril 2021.

E. DISPOSITIONS RELATIVES A L'OBLIGATION DE DECLARATION ET DE PAIEMENT PAR VOIE ELECTRONIQUE

ARTICLE 16/ - Les contribuables peuvent dans les conditions définies par l'Administration, utiliser les procédés électroniques mis à leur disposition pour produire leurs déclarations fiscales et payer leurs impôts et taxes.

La Direction Nationale des Impôts peut rendre obligatoire pour tout contribuable ou catégorie de contribuables et dans les conditions qu'elle aura définies, l'utilisation des procédés électroniques de déclaration et de paiement.

Les renseignements à fournir dans les déclarations électroniques sont les mêmes que ceux qui sont fournis pour les déclarations sur formulaires physiques.

F. DISPOSITIONS RELATIVES À CERTAINES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES RÉGIMES D'EXONÉRATOIRES.

ARTICLE 17/ - L'article 701 du Code Général des Impôts est complété ainsi qu'il suit :
Toutefois, l'Entreprise bénéficiaire de l'Agrément d'extension a l'obligation de tenir une comptabilité séparée permettant une individualisation effective des activités du projet d'extension.

G. DISPOSITIONS RELATIVES A LA TARIFICATION DES DROITS ET TAXES APPLICABLES A LA DELIVRANCE DES TITRES DE TRANSPORT TERRESTRE

ARTICLE 18/ L'alinéa 2 de la loi L/2005/003/AN du 20 avril 2005 relative aux actes délivrés par les Centres d'Administration d'Automobile (CADA) est modifié comme suit :

I- Emission des cartes grises et cartes d'autorisation des transports:

1. les cartes grises et les cartes d'autorisation des transports sont définitivement rangées dans les titres et valeurs et leur production sera exécutée par voie réglementaire ;
2. l'émission des cartes grises et des cartes d'autorisation des transports sera exécutée par les services compétents du Ministère de l'Economie et des Finances sur la base des spécifications techniques du Ministère en charge des transports à des droits et taxes allant de 60 000 GNF à 3 500 000 GNF ;
3. la ventilation de ses droits et taxes entre les catégories d'automobile et engins sera par une loi de finances ;
4. les droits fixés à l'alinéa 2 des dispositions 2-10 de la loi L 2005/003/AN du 20 avril 2005 relative aux droits de timbres applicables à la production des cartes grises sécurisées et des cartes d'autorisation des transports sont modifiés et complétés comme suit :

1) Reimmatriculation :

- Motocycle :

- Dont la Cylindrée est inférieure ou égale à 125 cc.....200 000 FG
- Dont la Cylindrée est supérieure 125 cc..... 200 000 FG

- Véhicule légers :

- Dont la puissance est inférieure ou égale à 7 CV400 000 FG

- Dont la puissance est supérieure à 7 CV, inférieure ou égale à 12 CV.....500 000 FG
- Minus bus et bus :
- Nombre de places inférieur ou égal à 15.....550 000 FG
- Nombre de places compris entre 16 et 25600 000 FG
- Nombre de places supérieur à 25.....850 000 FG
- Camions :
- PTAC inférieur ou égal à 3,5 T 550 000 FG
- PTAC compris entre 3,5 à 19 T 650 000 FG
- PTAC supérieur 19 T 750 000 FG
- Véhicule articulé (PTRA) inférieur ou égal à 12,5 T500 000 FG
- Véhicule articulé (PTRA) supérieur à 12,5 T600 000 FG
- Tracteur routier.....1 250 000 FG
- Remorques ou semi-remorques de PTAC1 200 000 FG

II-Autorisations de transport :

A. Transport urbain de personnes :

- Taxi moto dont le nombre de place égale à 2.....60 000 FG
- Taxi moto dont le nombre de place est supérieur à 2 et inférieur ou égal à 5.....85 000 FG
- Taxi urbain dont le nombre de places est égal à 5.....85 000 FG
- Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 5, inférieur ou égal à 15.....150 000 FG
- Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 15, inférieur ou égal à 25.....200 000 FG
- Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 25.....300 000 FG
- Véhicules de location.....300 000 FG

B. Transport inter-urbain de personnes :

- Taxi inter-urbain dont le nombre de places est égale à 5.....100 000 FG
- Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 5, inférieur ou égal à 15.....120 000 FG
- Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 15, inférieur ou égal à 25.....380 000 FG
- Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 25.....450 000 FG

C. Transport inter-Etat de personnes :

- Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 5, inférieur ou égal à 15.....200 000 FG
- Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 15, inférieur ou égal à 25.....300 000 FG
- Véhicules dont le nombre de places est supérieur à 25.....450 000 FG

D. Transport urbain de marchandises :

- Camionnette dont le PTAC inférieur ou égal à 3,5 T100 000 FG
- Camion dont le PTAC est supérieur à 3,5 T et inférieur ou égal à 19 T150 000 FG
- Camion dont le PTAC est supérieur à 19 T220 000 FG

E. Transport inter-urbain de marchandises :

- Camionnette dont le PTAC inférieur ou égal à 3,5 T120 000 FG
- Camion dont le PTAC est supérieur à 3,5 T et inférieur ou égal à 19 T200 000 FG
- Camion dont le PTAC est supérieur à 19 T280 000 FG

F. Transport inter-Etat de marchandises :

- Camionnette dont le PTAC inférieur ou égal à 3,5 T240 000 FG
- Camion dont le PTAC est supérieur à 3,5 T et inférieur ou égal à 19 T350 000 FG
- Camion dont le PTAC est supérieur à 19 T450 000 FG

G. Transport d'hydrocarbures et matières dangereuses :

- Citerne dont la contenance est inférieure ou égale à 5000 litres.....300 000 FG
- Citerne dont la contenance est supérieure à 5000 Litres et inférieure ou égale à 20000 litres.....450 000 FG
- Citerne dont la contenance est supérieure à 20000 Litres et inférieure ou égale à 40000 litres.....600 000 FG
- Citerne dont la contenance est supérieure à 40000 Litres1 200 000 FG

H. Transport exceptionnel :

- Camionnette dont le PTAC inférieur ou égal à 3,5 T300 000 FG
- Vehicule dont le PTAC est supérieur à 3,5 T et inférieur ou égal à 19 T450 000 FG
- Vehicule dont le PTAC est supérieur à 19 T600 000 FG

H. DISPOSITIONS RELATIVES A LA CREATION D'UNE TAXE ADDITIONNELLE POUR LA DELIVRANCE DES CARTES GRISES DES VEHICULES ET ENGINS AGES DE PLUS DE DIX ANS

ARTICLE 19/- Il est créé à compter du 1^{er} janvier 2021, une taxe spéciale sur la délivrance de cartes grises pour les véhicules ou engins âgés de plus de dix ans.

Les tarifs, les modalités de liquidation et de paiement de cette taxe sont fixés par voie réglementaire.

I. DISPOSITIONS RELATIVE A L'EXONERATION DE LA TVA POUR LES EMBALLAGES ENTRANT DANS LA PRODUCTION DE LA FARINE DE BLE

ARTICLE 20/- La farine et les emballages ainsi que les additifs entrant dans sa production sont exonérés de la TVA à l'importation.

1.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat suivant la situation communiquée par les régies au 31 mars 2021 se chiffre à 5 072,91Mds contre un objectif à fin mars 2021 de 4 727,22 Mds, soit un taux d'exécution de 107,31%. Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en recettes fiscales pour 4 710,45 Mds (92,85%), dons, legs et fonds de concours 302,12 Mds (5,96%) et les autres recettes pour 60,34 Mds (1,19%).

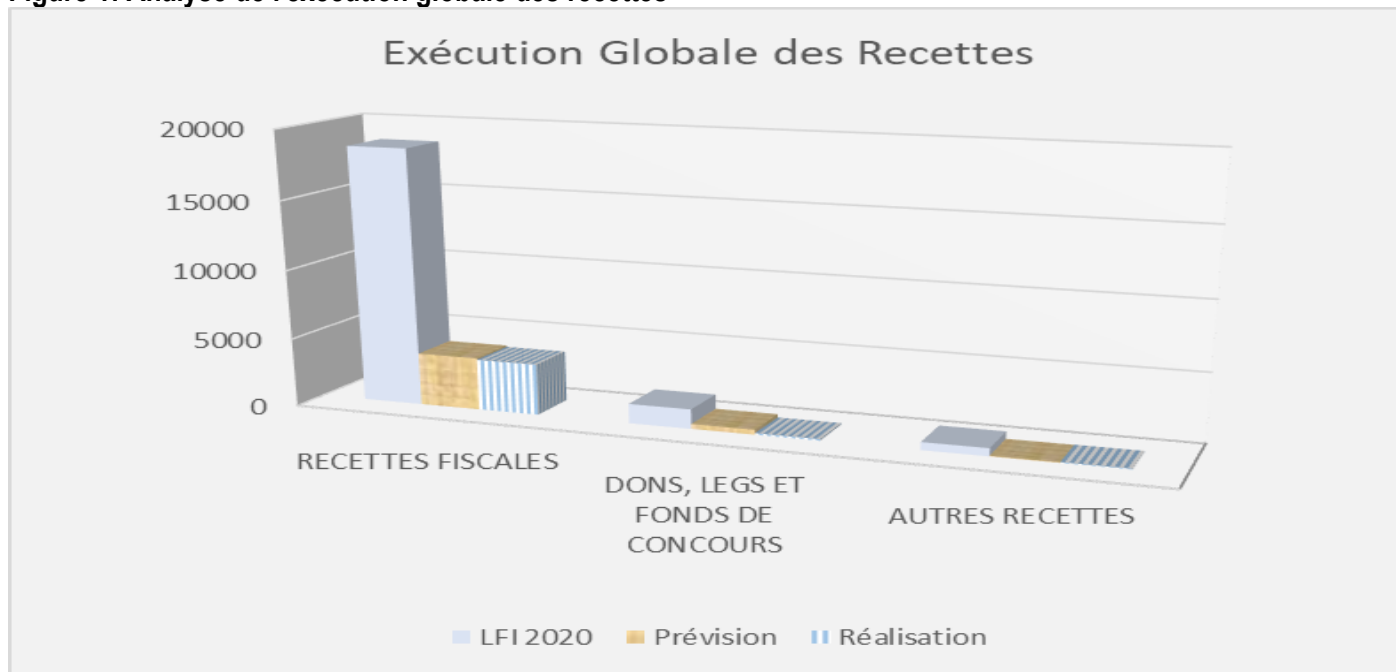
Sur la base des prises en charge comptable, le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 5 120,65 Mds.

Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2021	Situation à fin mars 2021			
		Prévision (1)	Réalisation (2)	Taux 3= (2/1)	Part
1 RECETTES FISCALES	21 079,90	4 245,32	4 710,45	110,96%	92,85%
BAS/FNDL/ANAFIC, FOCDECON, RSU	828,75	109,23	125,63	-	-
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 698,00	424,50	302,12	71,17%	5,96%
BAS/FCE,	125,54	0	1,52	-	-
3 AUTRES RECETTES	733,78	57,40	60,34	105,13%	1,19%
Total général	23 511,68	4 727,22	5 072,91	107,31%	100,00%

Sources :REGIES DE RECETTES

Figure 1: Analyse de l'exécution globale des recettes



1.2-1 Analyse de l'exécution par nature de recettes

2.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 4 710,45 Mds contre une prévision trimestrielle de 4 245,32 Mds soit un taux d'exécution de 110,96%.

Cette mobilisation résulte essentiellement des efforts enregistrés au niveau des impôts sur les biens et services pour 2 517,78 Mds (53,45%), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 1 175,06 Mds (24,95%) et les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 570,29 Mds (12,11%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2021	prévision fin mars 2021 (1)	Réalisation fin mars 2021 (2)	Taux (2/1)	Part
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 524,62	377,76	570,29	150,97%	12,11%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	415,09	71,98	12,92	17,95%	0,27%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	100,32	18,65	9,68	51,91%	0,21%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	11 837,14	2 577,31	2 517,78	97,69%	53,45%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	5 091,84	1 176,46	1 175,06	99,88%	24,95%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	106,98	23,18	21,47	92,63%	0,46%
TOTAL RECETTES FISCALES	21 076,00	4 245,32	4 307,19	101,46%	91,44%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)/RER	3,90	265,51	403,26		8,56%
	21 079,90	4 510,83	4 710,45	104,43%	100,00%

Sources : REGIES DE RECETTES

2.2 Situation des BAS

La réalisation des BAS s'est chiffrée à 125,63 Mds contre 109,23 Mds prévus soit 115,01%. Cette exécution concerne l'ANAFIC pour 65,14 Mds, le FODECON pour 28,05 Mds et le RSU pour 32,43 Mds.

Situation d'exécution de l'ANAFIC

L'exécution des dépenses de l'ANAFIC au titre du premier trimestre de 2021 a été consacré à l'achèvement des microprojets financés dans le cadre des Plans Annuels d'Investissement (PAI) 2019-2020. Au 31 mars 2021, sur les 795 infrastructures financées au compte du PAI 2019 plus de 98% sont achevées et fonctionnelles.

L'élaboration des PAI de 2021 a été globalement bâtie sur la reconduction des actions inscrites dans les PAI 2020, mais n'ayant pas bénéficié de financement. L'essentiel des microprojets qui ont été reconduits par les Collectivités Locales (CLs) en 2021 sont de type confortatif, c'est-à-dire des microprojets destinés à compléter et rendre plus opérationnelles les infrastructures réalisées dans le cadre du FNDL ou d'autres financements communautaires.

Il a été inscrit dans la loi de finances 2021, 402,63 Mds pour l'ANAFIC dont 72% soit 289,89 Mds a fait l'objet de répartition entre « le fonctionnement de l'ANAFIC et l'accompagnement des CLs » (28,99 Mds) et la dotation d'investissement des CLs (260,90 Mds). Cette dotation a été répartie suivant la formule de péréquation fixée par le gouvernement (voir le tableau en annexe).

Au 31 mars 2021, le processus d'élaboration et de validation des PAI 2021 est en cours. Suivant l'approche programmatique de financement des collectivités locales retenue, le transfert des dotations aux collectivités sera fonction de l'avancement des collectivités dans le processus d'élaboration et de validation des PAI et des dossiers d'appel d'offres (DAO).

Le tableau ci-dessous présente la situation actuelle du processus de planification locale et le délai prévisionnel de transfert des dotations aux collectivités locales.

Tableau 6: situation actuelle du processus de planification locale et le délai prévisionnel de transfert des dotations aux collectivités locales (en milliards de GNF)

Catégorie	Nombre	Montant prévisionnel en dotation d'investissement	Période de transfert
PAI dont le processus de passation est lancé (DAO validés)	99	76,65	Fin mai 2020
PAI transmis et validés (DAO en préparation /validation)	150	116,13	Fin juin
PAI transmis et non validés	48	37,16	Fin Juillet
PAI en cours d'élaboration	40	30,97	Fin août
Total	337	260,90	

Au compte de l'année 2021, il est prévu donc de financer effectivement les 337 PAI, composés de 614 microprojets essentiellement de type confortatif.

Il apparaît que le processus d'abondement du FNDL par les 15% des revenus miniers devrait démarrer au plus tard le 31 mai et s'achever au plus tard le 31 août 2021.

Pour éviter désormais des gaps financiers dans le processus de financement des programmes annuels d'investissement des collectivités locales, l'ANAFIC envisage deux (2) options :

- le respect du calendrier de décaissement établi ci-dessus et ;
- l'initiation par les collectivités locales d'une approche de planification pluriannuelle : il s'agit de planifier la conception et la réalisation des infrastructures sur deux (2) ans.

Au titre du premier trimestre 2021, l'ANAFIC a enregistré sur le compte du FNDL, le paiement au 15 mars 2021 d'un montant de 65,14 Mds dont 25,05 représentent le reliquat du montant annuel mobilisé par le Trésor au titre de l'exercice budgétaire 2020 après remboursement de l'avance reçue au mois de janvier 2020.

Ce montant servira au:

- paiement des 10% des montants conventionnels, représentant les retenues de garantie des PME ;
- l'accompagnement des CLs dans le processus de préparation des PAI 2021 et ;
- l'appui aux administrateurs territoriaux pour assurer le contrôle de la légalité et le suivi de proximité

Le Fonds Commun de l'Education (FCE)

Le Fonds Commun de l'Education est un dispositif d'assistance technique mis en place par le Gouvernement guinéen pour venir en appui au Programme décennal de l'éducation (ProDEG) afin de renforcer les compétences des cadres de l'administration et ainsi répondre aux besoins éducatifs de la population.

Dans la Loi de Finances Initiale 2021, il est prévu en faveur du FCE 126,54 Mds. Les ressources de ce fonds proviennent des appuis attendus de l'AFD pour 122,68 Mds et de l'UNICEF pour 3,86 Mds.

Au titre du premier trimestre 2021, il a été exécuté un montant de 1,52 Mds, soit 1,20% contre un montant ordonnancé de 5,57 Mds (4,40%).

Le Registre Social Unifié (RSU)

Le RSU est un BAS qui contient des données socioéconomiques des ménages pauvres classifiés par niveau de pauvreté afin d'améliorer la coordination, la rationalisation des dépenses et éviter la dispersion des aides.

Les ressources de ce BAS sont constituées de 50% des 90% des droits d'accises telles que prévues en loi de finances. Les dépenses de ce BAS sont relatives à l'identification, à l'enregistrement et au suivi des personnes physiques bénéficiaires de l'aide sociale.

Sur un objectif de 51 Mds en LFI, il a été engagé un montant de 1,49 Md qui n'a pas connu de paiement au 31 mars 2021.

Quand aux BAS Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECON), il n'a connu aucune exécution au cours de la période.

2.3 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision de la période de 424,50 Mds, il a été réalisée 302,12 Mds soit 71,17%.

Tableau 7: Exécution globale des dons à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2021	Situation à fin mars 2021			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 698,00	424,50	302,12	71,17%	100,00%
DONS PROJETS ET PROGRAMMES	1 698,00	424,50	261,63	61,63%	86,60%
DONS APPUI BUDGETAIRE	0,00	0,00	40,49	#DIV/0!	13,40%
C2D	17,58	4,39	5,87	133,64%	1,94%
BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC) _{yc} (FODECON/RSU/FCE)	955,29	238,82	114,42	47,91%	37,87%
Total général	1 698,00	424,50	302,12	71,17%	100,00%

Sources : Tofe/ DNB

2.4 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées au 31 mars 2021 à hauteur de 60,34 Mds sur une prévision trimestrielle de 57,40 Mds, soit un taux d'exécution de 105,13%. Ce niveau de réalisation porte sur les revenus de la propriété pour 16,63 Mds, (27,55%), les ventes de biens et services pour 25,60 Mds (42,42%), les recettes diverses pour 18,10 Mds (30%), et les amendes, pénalités et confiscations pour 0,02 Mds (0,03%).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 8: Exécution des autres recettes à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2021	prévision fin mars 2021	Réalisation fin mars 2021	Taux	Part
3 AUTRES RECETTES	733,78	57,40	60,34	105,13%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	479,24	0,00	16,63	#DIV/0!	27,55%
312 Dividendes	479,24	0,00	16,63	#DIV/0!	27,55%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	214,44	49,17	25,60	52,06%	42,42%
321 Ventes des établissements marchands	16,06	14,43	7,60	52,66%	12,59%
322 Droits et frais administratifs	198,39	34,74	18,00	51,81%	29,83%

323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	1,63	0,42	0,02	4,12%	0,03%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	1,63	0,42	0,02	4,12%	0,03%
35 RECETTES DIVERSES	38,47	7,81	18,10	231,77%	30,00%
351 Recettes diverses	38,47	7,81	18,10	231,77%	30,00%
Total général	733,78	57,40	60,34	105,13%	100,00%

Sources :TDB/DNTCP

2.5 Analyse des recettes minières

A fin mars 2021, l'exécution des recettes minières se chiffre à 749 Mds contre une prévision annuelle de 2 679,73 Mds soit un taux d'exécution de 27,95%. Cette exécution concerne les recettes fiscales minières pour 747 Mds et les recettes non fiscales pour 1,63 Mds.

L'exécution des recettes fiscales minières se décomposent comme suit :

- Impôts sur les sociétés 78,92 Mds (10,56%) ;
- Taxes minières à l'extraction269,61 Mds (36,07%) ;
- Droit fiscal de sortie.....339,97 Mds (45,49%) ;
- Taxes sur les produits miniers..... 58,89 Mds (7,88%).

Quant aux recettes non fiscales minières, elles ont été exécuté à hauteur de 1,63 Mds, soit 0,22% du total des recettes minières. Cette exécution ne concerne que les redevances comptoirs acheteurs, collecteurs diamants.

1.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif au 31 mars 2021 de 4 302,72 Mds, les régies financières ont mobilisé un montant de 4 367,54 Mds, soit un taux d'exécution de 101,51%.

Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 1 683,89 Mds (38,55%), la Direction Générale des Douanes pour 2 400,96 Mds (54,97%) et la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 282,69 Mds (6,47%).

Figure 2: Exécution des recettes par régies à fin mars 2021



– Direction Nationale des Impôts (DNI)

A fin mars 2021, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 1 683,89 Mds sur un objectif de 1 587,76 Mds, soit un taux de mobilisation de 106,05%, soit une plusvalue de 6,05%.

La part de chaque nature de recettes est par ordre d'importance de 63,29% pour les impôts sur les biens et services, 33,75% pour les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital, 1,27% pour les autres recettes fiscales, 0,76% pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre, et 0,57% pour les impôts sur le patrimoine.

Comparé à la prévision annuelle de 9 715,03 Mds, la DNI a réalisé au titre du premier trimestre 2021 un taux de 17,33%.

La performance enregistrée s'explique par la plus-value au niveau de:

a) Impôts sur les revenus des personnes physiques :

La performance de cette rubrique s'explique par les plus-values enregistrées sur les retenues sur traitements et salaires et les retenues sur les revenus non salariaux dont 8 Mds pour la Société Orange.

b) Impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises :

La plus value constatée est tirée en grande partie par l'Impôt sur les Sociétés (IS) et autres entreprises dont 20 Mds de la société orange et les Impôts sur les Sociétés minières payés par la Compagnie des Bauxites de Guinée 19 Mds et 25 Mds par Global Alumina Corporation.

c) Impôts généraux sur les biens et services:

La performance de cette rubrique provient essentiellement de la taxe sur la valeur ajoutée.

d) Impôts sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser les biens et services:

La plus-value enregistrée au niveau de cette rubrique s'explique par l'accroissement en exportations bauxitiques des sociétés minières.

Cette performance est atténuée par des moins-values enregistrées au niveau des :

e) Impôts sur la propriété immobilière

La contreperformance enregistrée au niveau de cette rubrique est liée au programme de réorganisation de la gestion de la contribution foncière unique en cours.

f) Impôts sur les services déterminés :

La non atteinte de l'objectif trimestriel s'explique par la baisse de la Taxe sur les Chiffres d'Affaires (TCA) du fait de la non application du décret portant élargissement de la TCA sur les importations de biens et marchandises en guinée.

g) Taxes sur la téléphonie:

Malgré la performance liée aux paiements de orange, les difficultés subsistent au niveau des autres sociétés de téléphonie

Le tableau ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DNI.

Tableau 9: Situation des recettes collectées par la DNI à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020	Situation à fin mars 2021			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	9 715,03	1 587,76	1 683,894	106,05%	99,65%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 524,62	377,76	570,288	150,97%	33,75%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	1 233,32	216,29	370,161	171,14%	21,91%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	2 291,30	161,47	200,127	123,94%	11,84%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	415,09	71,98	12,917	17,95%	0,76%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	415,09	71,98	12,917	17,95%	0,76%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	100,32	18,65	9,68	51,91%	0,57%
131 Impôts sur la propriété immobilière	73,30	14,82	3,539	23,88%	0,21%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	27,02	3,82	6,139	160,56%	0,36%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	5 568,02	1 096	1 070	97,57%	63,29%
141 Impôts généraux sur les biens et services	2 873,36	442,32	432,600	97,80%	25,60%
142 Les accises	63,68	16,20	9,741	60,14%	0,58%
143 Impôts sur les services déterminés	536,96	126,61	68,790	54,33%	4,07%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	2 094,02	511,08	558,412	109,26%	33,05%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	106,98	23,18	21,468	92,63%	1,27%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	106,98	23,18	21,47	92,63%	1,27%
Total	9 715,03	1 587,76	1 683,89	106,05%	99,65%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	3,86	1,23	5,90	480,09%	0,35%
Total YC Autres comptes à recevoir(Exclos)	9 718,90	1 588,99	1 689,796	106,34%	100,00%

Source :DNI

– Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes, à fin mars 2021, se chiffrent à 2 400,96 Mds sur une prévision à fin mars de 2 413,55 Mds, soit un taux de réalisation de 99,48%. Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 1 175,06 Mds et les impôts sur les biens et services pour 1 225,89 Mds.

L'exécution des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales représente 41,99% de l'ensemble des recettes mobilisées par la DGD. Elle porte essentiellement sur les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 834,68 Mds, soit 71,03% et les taxes à l'exportation pour 340,39 Mds, soit 28,97%.

En ce qui concerne les impôts sur biens et services, l'exécution représente 43,80% et porte sur les impôts généraux sur les biens et services pour 978,87 Mds (79,85%) et les accises pour 247,02 Mds (20,15%).

La performance réalisée par la DGD s'explique essentiellement par la performance enregistrée au niveau des Impôts sur les biens et services. Cette performance se situe essentiellement au niveau des impôts généraux sur les biens et services. Elle s'explique par l'augmentation du volume des importations taxables qui est passée de 2 350 millions de tonne metrique (TM) au premier trimestre 2020 à 3 223 millions de tonnes metrique à la même période en 2021.

Elle s'explique également par l'augmentation de la production des Sociétés exportatrices de la bauxite qui a permis de relancer le niveau des recettes minières perçues: 339,961 milliards de GNF ont été mobilisés sur une prévision de 285,351 milliards de GNF, soit un dépassement de 54,61 milliards de GNF, pour un taux de d'exécution de 119,14%.

Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2021	Prévision fin mars 2021 (1)	Réalisation fin mars 2021 (2)	Taux 3= (2/1)	Part
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	5 374,24	1 237,09	1 225,89	99,09%	43,80%
141 Impôts généraux sur les biens et services	4 211,63	945,86	978,87	103,49%	34,98%
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	4 211,63	945,86	978,87	103,49%	34,98%
1411002 TVA à l'importation	4 000,50	893,08	904,92	101,33%	32,33%
1411003 TVA sur FINEX	211,13	52,78	73,95	140,10%	2,64%
142 Les accises	1 162,61	291,23	247,02	84,82%	8,83%
14210 Droits d'accises	112,57	28,72	62,33	217,04%	2,23%
14211 Taxe spécifique sur les produits pétroliers	1 050,04	262,51	184,68	70,35%	6,60%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	5 091,84	1 176,46	1 175,06	99,88%	41,99%
151 Droits de douanes et autres droits à l'importation	3 839,17	891,11	834,68	93,67%	29,82%
15110 Droit fiscal à l'importation	3 130,29	722,06	671,70	93,03%	24,00%
15111 Droit de Magasinage	0,52	0,12	0,01	12,78%	0,00%

15112 Taxe d'Entreposage	101,43	26,05	16,92	64,95%	0,60%
15113 Redevances de liquidation	524,92	122,98	128,77	104,71%	4,60%
15114 Produit de Ventes aux Enchères	1,29	0,32	1,34	414,87%	0,05%
15115 Taxe Enregistrement Douane	47,56	12,00	7,92	65,93%	0,28%
15116 Taxes conjoncturelles de protection	26,40	5,92	4,88	82,42%	0,17%
15118 Amendes et confiscations douanières	6,76	1,65	1,44	87,40%	0,05%
15119 Redevances de prestation administratives	0,00	0,00	1,70	#DIV/0!	0,06%
152 Taxes à l'exportation	1 252,67	285,35	340,39	119,29%	12,16%
15210 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	1 252,67	285,35	339,96	119,14%	12,15%
15213 Droit fiscal à la Sortie	0,00	0,00	0,43	#DIV/0!	0,02%
Total	10 466,08	2 413,55	2 400,96	99,48%	85,79%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	251,20	169,81	221,66	130,54%	7,92%
RER	377,88	94,47	176,04	186,34%	6,29%
Total yc RER et Autre compte	11 095,16	2 677,83	2 798,66	104,51%	100,00%

Sources : DGD

– Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin mars 2021, la recette centrale du Trésor a mobilisé 282,68 Mds sur un objectif trimestriel de 301,41 Mds, soit un niveau de réalisation de 93,79%. Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 222,34 Mds représentant 78,65% des recettes mobilisées par cette régie financière avec un taux d'exécution de 91,12% et les autres recettes pour 60,34 Mds constituant 21,35% du total de recettes, avec un taux d'exécution de 105,13%. Il convient de préciser que les recettes fiscales sont en grande partie constituées des recettes en devises du secteur minier pour lesquelles l'Agence comptable centrale du Trésor est comptable assignataire et de diverses redevances collectées par la Recette centrale du Trésor, en collaboration avec les services d'assiette des ministères sectoriels.

La contreperformance enregistrée au niveau de cette régie s'explique par les moins-values constatées sur les recettes fiscales 21,67 Mds atténuée par une légère plus-value enregistrée au niveau des autres recettes (2,95 Mds).

Il est à noter que les recettes fiscales collectées ne concernent que les taxes sur l'utilisation et l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des services.

L'exécution des autres recettes concernent les revenus de la propriété pour 16,63 Mds, les ventes de biens et services pour 25,60 Mds, les recettes diverses pour 18,10 Mds et les amendes, pénalités et confiscations pour 0,02 Md .

Tableau 11: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2021	prévision fin mars 2021	Réakisation fin mars 2021	Taux	part
1 RECETTES FISCALES	894,89	244,01	222,34	91,12%	78,65%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	894,89	244,01	222,34	91,12%	78,65%
141 Impôts généraux sur les biens et services	263,76	65,94	58,89	89,32%	20,83%
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	263,76	65,94	58,89	89,32%	20,83%
1411101 Taxes sur la vente de bauxites	263,76	65,94	58,89	89,32%	20,83%
1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	631,13	178,07	163,45	91,79%	57,82%
14417 Redevances sociétés de pêche	134,20	54,73	39,19	71,59%	13,86%
14418 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	10,22	1,83	1,63	88,84%	0,58%
14419 Redevances exploitation minières	246,04	58,76	92,26	157,02%	32,64%
Permis d'importation et d'exportation de Marchandises(DDI-DDE)	36,17	12,25	30,37	247,95%	10,74%
14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	202,00	50,50	0,00	0,00%	0,00%
14425 Redevances chasses et faune	2,50	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
3 AUTRES RECETTES	733,78	57,40	60,34	105,13%	21,35%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	479,24	0,00	16,63	#DIV/0!	5,88%
312 Dividendes	479,24	0,00	16,63	#DIV/0!	5,88%
31210 Dividendes perçus	479,24	0,00	16,63	#DIV/0!	5,88%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	214,44	49,17	25,60	52,06%	9,06%
321 Ventes des établissements marchands	16,06	14,43	7,60	52,66%	2,69%
32110 Locations d'actifs produits	0,55	7,15	0,13	1,79%	0,05%
32111 Locations d'actifs non produits	15,51	0,14	7,47	5465,03%	2,64%
32111 Redevances domaniales	15,51	7,15	7,47	104,55%	2,64%
322 Droits et frais administratifs	198,39	34,74	18,00	51,81%	6,37%
32211 Frais judiciaires	0,89	0,20	0,29	146,04%	0,10%
32212 Recettes Consulaires	7,27	1,81	0,04	2,13%	0,01%
32222 ventes de passeports	47,08	9,83	8,91	90,56%	3,15%
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	2,62	0,80	1,39	174,47%	0,49%
32214 Cartes de séjour étrangers résidents	2,62	0,63	1,54		
32216 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	3,02	0,54	0,00		0,00%
32217 Vente de documents administratifs	25,68	0,00	4,28	#DIV/0!	1,51%
32219 Droits Topographiques	1,70	0,30	0,00	0,00%	0,00%
32223 Permis de conduire	1,53	0,30	0,00	0,00%	0,00%
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	105,98	20,33	1,55	7,65%	0,55%
32221 Autres droits et frais administratifs	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%

323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
32310 Recettes des publications	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	1,63	0,42	0,017	4,12%	0,01%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	1,63	0,42	0,017	4,12%	0,01%
33110 Amendes judiciaires	0,00	0,00	0,01	#DIV/0!	0,00%
3311100 Amendes Polices routières	1,63	0,42	0,01	1,25%	0,00%
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33113 Amendes Pêche	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0,00	0,00	0,00		0,00%
35 RECETTES DIVERSES	38,47	7,81	18,10	231,77%	6,40%
351 Recettes diverses	38,47	7,81	18,10	231,77%	6,40%
35110 Recettes sur prestations sportives	0,00	0,00	0,00		0,00%
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	0,00	0,00	0,00		0,00%
35112 Ristournes sur les recettes des jeux	38,47	7,81	7,05	90,32%	2,50%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0,00	0,00	0,77		0,27%
35114 Recettes Exceptionnelles	0,00	0,00	10,27	#DIV/0!	3,63%
Total DNTCP	1 628,67	301,41	282,69	93,79%	100,00%
Total CADASTRE	0,00	0,00	0,00		0,00%
3211005 Location d'infrastructures minières	0,00	0,00	0,00		0,00%
Total DNTCP yc CADASTRE	1 628,67	301,41	282,6863	93,79%	100,00%

Sources : TDB/DNTC

II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin mars 2021 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Situation d'exécution des dépenses du fond d'entretien routier ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer ;
- Situation des délégations de crédits ;
- L'exécution des dépenses des filets sociaux non contributifs.

II -1 Situation des mouvements de crédits

Le solde net des mouvements des crédits intervenus à fin mars 2021 est de 35,38 Mds. Ces mouvements de crédits ont revu à la baisse les crédits des ministères de l'élevage pour 32,54 Mds, de la culture pour 25 Mds, du Travail et des lois sociales pour 13,31 Mds, des Transports pour 10 Mds, des Affaires sociales de la promotion féminine et de l'enfance pour 9,8 Mds, le Secrétariat général des affaires religieuses pour 7 Mds, et de l'hydraulique et l'assainissement pour 2,23 Mds. afin de conforter les crédits des Ministères de l'Agriculture pour 32,54 Mds, de l'Education nationale et de l'Alphabétisation pour 26,75 Mds, des Sports pour 25 Mds, des Dépenses communes pour 13,31 Mds, de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle pour 5,56 Mds, de l'Energie pour 5,37 Mds, de la Santé pour 4 Mds, des Travaux publics pour 3 Mds, du Commerce pour 2,15 Mds, du Travail et de la fonction publique pour 1,85 Mds et l'Environnement des eaux et forêts pour 1,51 Mds.

Tableau 12: Situation des mouvements de crédits à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

Sections	Ministères/Institutions	LFI	Modifications			Crédits actuels
			Ouverture	Annulation	Total	
1	Présidence de la Rep	492,51	0,00	0,00	0,00	492,51
2	Primature	96,60	0,00	0,00	0,00	96,60
3	Min.de la Défense	2 410,30	0,00	0,00	0,00	2 410,30
4	Min.Admin.Terr.Dec	1 107,87	0,00	0,00	0,00	1 107,87
5	Min.Sécurité.Prot.Ci	387,53	0,00	0,00	0,00	387,53
6	Min.Justice.Gar.Scea	162,07	0,00	0,00	0,00	162,07
7	Min.Aff.Etran.GEtran	423,16	0,00	0,00	0,00	423,16
8	Ministère du Plan	161,17	0,00	0,00	0,00	161,17
9	Min.Eco.et Finances	200,16	0,00	0,00	0,00	200,16
10	Min. Travail et FP	134,56	1,85	0,00	1,85	136,41
11	Min.de l'Agr	290,73	32,54	0,00	32,54	323,27
12	Min.Pêche & Aquacul	63,16	0,00	0,00	0,00	63,16
13	Min.Géo.Min	80,47	0,00	0,00	0,00	80,47
14	Min.EtatTravaux.Pub.	520,26	3,00	0,00	3,00	523,26
15	Min.Urb.Habit. Const	117,67	0,00	0,00	0,00	117,67

16	Mn.Comm	57,32	2,15	0,00	2,15	59,47
17	Min. Hotel. Tourisme	63,57	0,00	0,00	0,00	63,57
18	Min.Santé.Hy.Publiq	1 973,32	4,00	0,00	4,00	1 977,32
19	Min.Aff.Soc,P.F.& E.	192,73	0,00	-9,80	-9,80	182,93
20	Min. Ens.pré.univ	1 993,25	26,75	0,00	26,75	2 020,00
21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	303,57	5,56	0,00	5,56	309,13
22	Minist. Information	36,39	0,00	0,00	0,00	36,39
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	74,56	0,00	0,00	0,00	74,56
24	Assemblée.Nationale	273,35	0,00	0,00	0,00	273,35
25	Cour Suprême	27,78	0,00	0,00	0,00	27,78
26	Haute Autorité. Comm	16,13	0,00	0,00	0,00	16,13
27	Conseil Eco. Social	23,46	0,00	0,00	0,00	23,46
28	Secr. Gal Gouv	18,42	0,00	0,00	0,00	18,42
29	Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	38,62	0,00	0,00	0,00	38,62
30	Sec. Affair.Relig.	69,85	0,00	-7,00	-7,00	62,85
31	Min.EnvIRON.Eaux.For	211,83	1,51	0,00	1,51	213,34
32	Ministère Transports	67,03	0,00	-10,00	-10,00	57,03
33	Grande Chancel.	16,34	0,00	0,00	0,00	16,34
34	Min. Ens.Sup.Rec.	886,84	14,22	0,00	14,22	901,05
35	Grands Projets	85,68	0,00	0,00	0,00	85,68
36	Min.Etat Energie Env	2 497,54	5,37	0,00	5,37	2 502,91
37	Min. Tél. Econ.Num	80,31	0,00	0,00	0,00	80,31
40	Ministère Elevage	43,54	0,00	-32,54	-32,54	11,00
41	Min.Industrie et PME	105,46	0,00	0,00	0,00	105,46
43	Min.Cultu.Arts.Patri	200,61	0,00	-25,00	-25,00	175,61
46	Sec Etat Anti drogue	6,16	0,00	0,00	0,00	6,16
50	Ensembles des Gouvern	3,68	0,00	0,00	0,00	3,68
63	Ministere des Sports	0,00	25,00	0,00	25,00	25,00
64	Min.du Budget	121,74	0,00	0,00	0,00	121,74
67	Médiateur.Répub	23,34	0,00	0,00	0,00	23,34
69	CENI	75,11	0,00	0,00	0,00	75,11
72	Cours.Const	23,22	0,00	0,00	0,00	23,22
73	Cour des Comptes	54,22	0,00	0,00	0,00	54,22
74	Haute Cour de Justic	2,04	0,00	0,00	0,00	2,04
75	Haut Conseil Collect	2,21	0,00	0,00	0,00	2,21
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	7,07	0,00	0,00	0,00	7,07
77	Min.UniteNat.Citoy	11,94	0,00	0,00	0,00	11,94
78	Ministere en charge des investissements et du partenariat publicprive	24,12	0,00	0,00	0,00	24,12
79	Ministere charge des hydrocarbure	25,81	0,00	0,00	0,00	25,81
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	167,04	0,00	-2,23	-2,23	164,81

81	Ministère du travail et des lois sociales	13,31	0,00	-13,31	-13,31	0,00
82	Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	20,02	0,00	0,00	0,00	20,02
98	Autres dépenses de la présidence de la république	197,95	0,00	0,00	0,00	197,95
99	Dépenses Communes	4 782,99	13,31	0,00	13,31	4 796,30
Total		21 567,70	135,25	-99,88	35,38	21 603,08

Sources : DNB/DNSI

II-2 Analyse globale des dépenses

L'exécution des dépenses y compris FINEX au 31 mars 2021 se chiffre à 3 498,27 Mds contre un objectif trimestriel de 4 141,96 Mds soit un taux d'exécution de 84,46%.

Comparée aux prévisions de la LFI 2021 de 27 865,24 Mds, l'exécution des dépenses y compris FINEX s'est située 12,55%.

L'exécution des dépenses hors financement extérieur, base paiement, se chiffre à 2 855,71 Mds contre l'objectif trimestriel de 4 141,96 Mds, soit 68,95%. Cette exécution concerne les dépenses courantes pour 2 855,70 Mds (100%).

Cependant, les dépenses engagées se sont établies à 3 798,36Mds, soit 69,32 % par rapport aux dépenses payées hors finex.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables y compris finex, se chiffre à 5 053,47Mds.

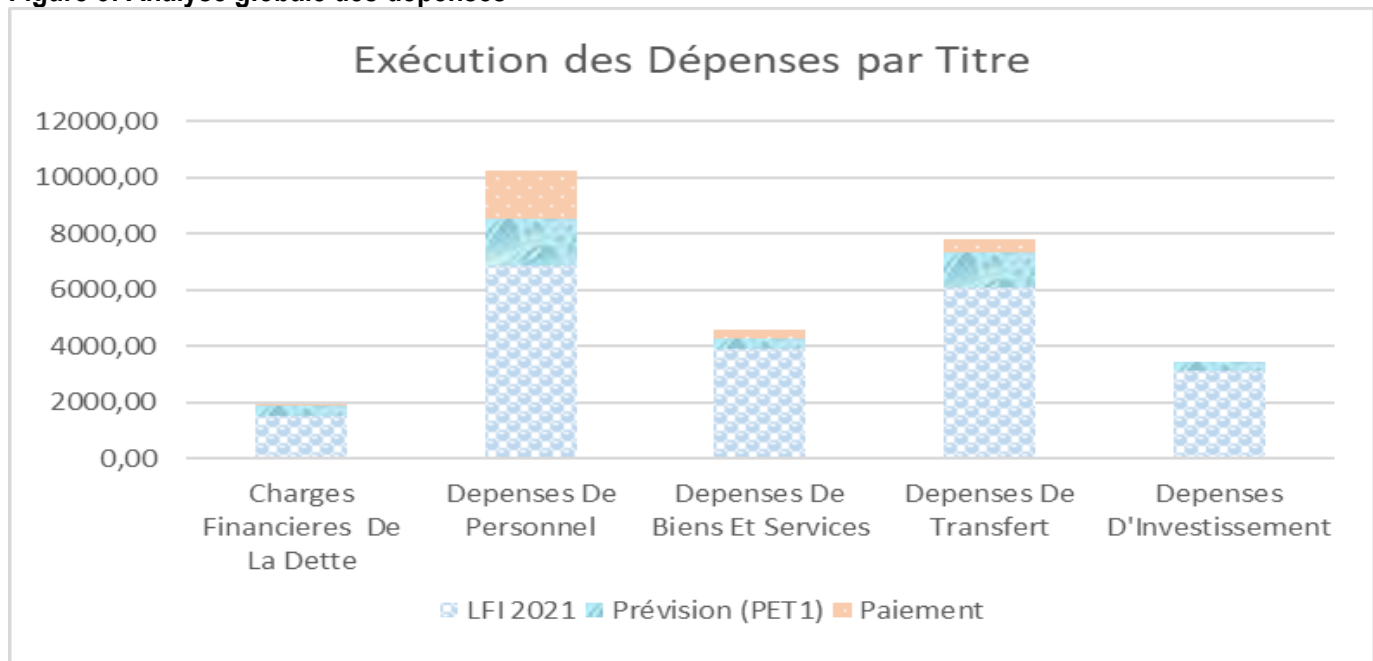
Le tableau ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre

Tableau 13: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX

Libellés	LFI	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement	Engagements		Paiements	
					mars	Taux	mars	Taux
Charges Financières De La Dette	1 534,00	0,00	1 534,00	346,80	256,31	73,91%	187,49	54,06%
Depenses De Personnel	6 890,76	3,03	6 893,80	1 622,75	1 939,05	119,49%	1 703,02	104,95%
Depenses De Biens Et Services	3 926,49	21,91	3 948,40	638,93	502,72	78,68%	334,19	52,30%
Depenses De Transfert	6 100,73	21,85	6 122,58	1 228,19	1 047,05	85,25%	631,00	51,38%
Depenses D'Investissement	3 115,71	-11,41	3 104,30	305,29	53,22	17,43%	0,01	0,00%
TOTAL	21 567,70	35,38	21 603,1	4 141,96	3 798,36	91,70%	2 855,71	68,95%

Sources : DNB/DNSI

Figure 3: Analyse globale des dépenses



II -2-1 Analyse des dépenses par titre

Dépenses courantes

A fin mars 2021, sur un objectif trimestriel de 3 836,67 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 2 855,71 Mds, soit un taux d'exécution de 74,42%. Cette exécution par titre se décompose ainsi qu'il suit :

- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur un objectif à fin mars de 346,80 Mds inscrit dans le plan d'engagement, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 187,49 Mds, soit 54,06%.

- **Titre II : Dépenses de personnel**

Au titre des dépenses de personnel, il a été rpayé, au 31 mars 2021, un montant de 1 703,02 Mds (104,95%) sur un objectif de 1 622,75 Mds.

Comparées aux dépenses ordonnancées de 1 939,05 Mds, les paiements se situent à 90,06%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 1 969,21Mds.

- **Titre III : Dépenses de biens et services**

Sur un objectif au 31 mars 2021 de 638,93 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services un montant de 334,19 Mds, soit un taux d'exécution de 52,30% .

• Titre IV: Dépenses de transferts

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 631 Mds sur un objectif à fin mars de 1 228,19 Mds, soit un taux d'exécution de 51,38 %.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 1 010, 90 Mds. Par ailleurs, les dépenses engagées de la période se chiffrent à 1 047,05 Mds (0,60% du PIB).

• Titre V : Dépenses d'investissement

L'exécution à fin mars des dépenses d'investissements publics y c FINEX se chiffre à 642,56 Mds contre une prévision de 305,28 Mds, soit un taux d'exécution de 210,47%. Cette exécution ne concerne que les dépenses d'investissement sur financement extérieur (100%).

Les dépenses financées sur ressources extérieures se décomposent comme décrites dans le tableau ci-après.

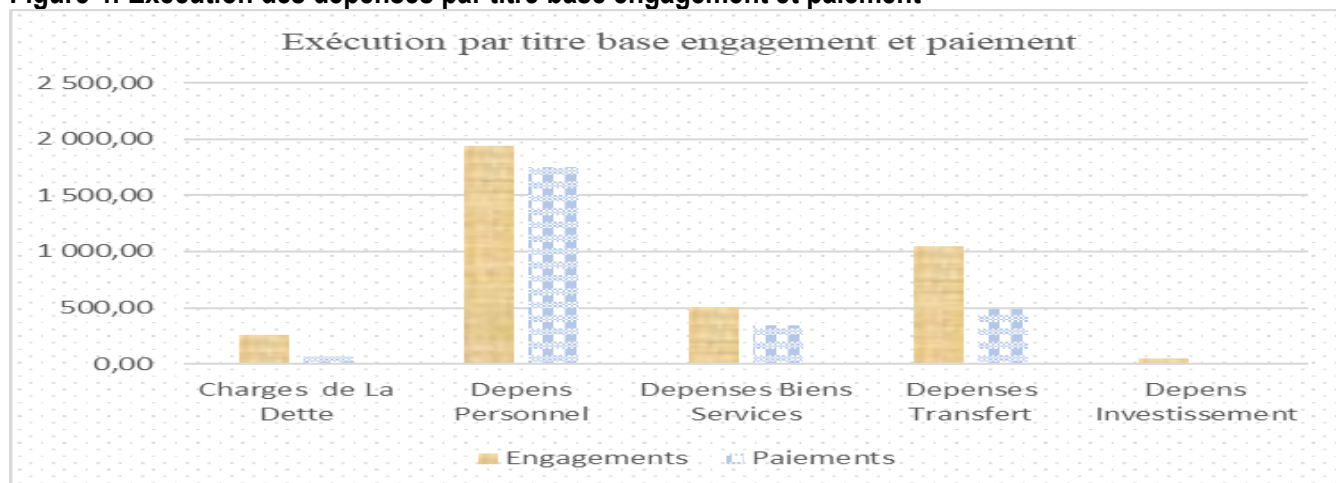
Tableau 14: Exécution des projets FINEX à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLICS 2021								
PREVISIONS ET EXECUTIONS DU FINANCEMENT EXTERIEUR								
PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR								
Nomenclature	PREVISION FINEX 2021				EXECUTION FINEX 2021			
	PRETS	DONS	TOTAL	Pourcentage	PRETS	DONS	TOTAL	Pourcentage
DEVELOPPEMENT RU	355456,75	281534,8	636991,55	10%	80360	25787,9	106147,9	16,66%
Agriculture	327198,75	216294,1	543492,85	9%	74101	20057,4	94158,4	17,32%
Élevage	0	8000	8000	0%	0	0	0	0,00%
Pêche	3000	48830	51830	1%	0	5730,5	5730,5	11,06%
Forêt /Hydraulique Village	25258	8410,7	33668,7	1%	6259	0	6259	18,59%
MINES INDUSTRIE-EA	2789410,8	364281,9	3153692,7	51%	114590	21460,5	136050,5	4,31%
Mines -Géologie-Environn	80657	61066,9	141723,9	2%	0	4973,1	4973,1	3,51%
Industrie-PME-Commerce-	107157	0	107157	2%	8876,6	4699,6	13576,2	12,67%
Eau Urbaine	105929	0	105929	2%	76602,8	4241,9	80844,7	76,32%
Energie	2495667,8	303215	2798882,8	45%	29110,6	7545,9	36656,5	1,31%
Hydraulique	0	0	0	0%	0	0	0	#DIV/0!
Hotellerie-Tourisme	0	0	0	0%	0	0	0	#DIV/0!
INFRASTRUCTURES	1528077	380620	1908697	31%	116414,4	0	116414,4	6,10%
Urbanisme-Habitat	0	46121	46121	1%	0	0	0	0,00%
Travaux Publics	1528077	287499	1815576	29%	116414,4	0	116414,4	6,41%
Transport/Météo	0	47000	47000	1%	0	0	0	0,00%
Télécom/Postes	0	0	0	0%	0	0	0	#DIV/0!
SOCIAL	94770,9	136861,4	231632,3	4%	73098	114610,4	187708,4	121,79%
Santé	0	0	0	0%	0	0	0	#DIV/0!
Santé Publiques	94770,9	107450	202220,9	3%	73098	58127,7	131225,7	111,57%
Affaires Sociales	0	29411,4	29411,4	0%	0	20411,4	20411,4	69,40%
Education	0	0	0	0%	0	21479,4	21479,4	#DIV/0!
Enseignement Pré-Universi	0	0	0	0%	0	0	0	#DIV/0!
Enseignement Sup/Recherch	0	0	0	0%	0	0	0	#DIV/0!
Eenseignement Technique/	0	0	0	0%	0	14591,9	14591,9	#DIV/0!
Jeunesse et Sports	0	0	0	0%	0	0	0	#DIV/0!
ADMINISTRATION/DE	192232,22	47756	239988,22	4%	2333,9	93901,8	96235,7	34,51%
Admistration Générale	114728	47756	162484	3%	0	23174,7	23174,7	14,26%
Décentralisation /Sécurité/	77504,22	0	77504,22	1%	2333,9	70727,1	73061	76,96%
TOTAL HORS TAXES	4959947,67	1211054,1	6171001,8	100%	386796,3	255760,6	642556,9	9,72%

Source : DNIP

Au 31 mars 2021, le niveau d'exécution du financement extérieur s'est établi à 642,58 Mds à raison de 386,80 Mds au titre de prêts et 255,76 Mds en dons. Ces données ne sont pas exhaustives car elles concernent uniquement la situation des demandes de retrait de fonds enregistrées et traitées à la Direction Nationale des Investissements Publics (DNIP).

Figure 4: Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement



II-2-2 Situation des instances de paiement au 31 mars 2021

Le total des instances de paiement constituées au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2021 se chiffre à 813,35 Mds GNF dont 246,57 Mds GNF pris en charge par l'Agent comptable centralisateur du trésor et 566,86 Mds GNF par la paierie générale du trésor. Parmi ces dépenses prises en charge, 218,42 Mds GNF représentent les dépenses de personnel, 295,72 Mds pour les dépenses de biens et services, 273,34 Mds pour les dépenses de transferts et 25,87 Mds pour les dépenses d'investissement.

II.2.3 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés

Globalement, les délégations de crédits en faveur des services déconcentrés de l'Etat se chiffrent à 90,80 Mds et ne concernent que les délégations en faveur de l'extérieur : ambassades et missions diplomatiques et consulaires (Cf. tableaux 14 et 15).

La répartition annuelle de ces délégations de crédits se présente de la manière suivante :

Tableau 15: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 31 mars 2021 (en milliards de GNF)

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
04	Ministere De L'Administration Du Territoire Et De La Decentralisation	355	134,92	0,00	0,00	0,00
05	Ministere De La Securite Et De La Protection Civile	1	0,65	0,00	0,00	0,00
06	Ministere De La Justice	43	19,79	0,00	0,00	0,00
8	Ministere De La Justice	47	1,28	0,00	0,00	0,00
09	Ministere De L'Economie Et Des Finances	83	3,18	0,00	0,00	0,00
11	Ministere De L'Agriculture	16	80,63	2,29	1,42	0,00

12	Ministere De La Pêche Et De L' Aquaculture	44	9,74	0,39	0,39	0,00
13	Ministere Des Mines Et De La Geologie	3	12,25	1,15	1,15	0,00
14	Ministere Des Travaux Publics	19	302,51	2,59	2,59	0,00
15	Ministere De La Ville Et De L'Amenagement Du Territoire	42	0,95	0,00	0,00	0,00
16	Ministere De La Ville Et De L'Amenagement Du Territoire	4	0,71	0,00	0,00	0,00
17	Ministere De L'Hotellerie, Du Tourisme Et De L'Artisanat	3	8,25	0,00	0,00	0,00
18	Ministere De La Sante	81	479,33	84,63	84,63	0,00
19	Ministere De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	8	9,56	0,00	0,00	0,00
20	Ministere De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	43	48,70	0,00	0,00	0,00
21	Ministere De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	53	23,35	0,00	0,00	0,00
22	Ministere De La Communication	1	1,50	0,00	0,00	0,00
23	Ministere De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	10	1,17	0,00	0,00	0,00
30	Secretariat General Des Affaires Religieuses	0	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Ministere De L'Environnement, Des Eaux Et Forets	22	36,03	2,50	2,50	0,00
32	Ministere Des Transports	1	0,00	0,00	0,00	0,00
34	Ministere De L'Enseignement Superieur Et De La Recherche Scientifique	28	333,02	70,90	70,90	0,00
36	Ministere De L'Energie Et De L'Hydraulique	8	71,90	6,50	6,50	0,00
40	Ministere De L'Elevage Et Des Productions Animales	4	11,00	0,00	0,00	0,00
41	Ministere De L'Industrie, Des Pme Et De La Promotion Du Secteur Prive	4	0,65	0,16	0,16	0,00
43	Ministere De La Culture, Des Sports Et Du Patrimoine Historique	1	2,39	0,00	0,00	0,00
51	Région Administrative De Boké	1	0,56	0,00	0,00	0,00
52	Région Administrative De Faranah	1	0,45	0,00	0,00	0,00
53	Région Administrative De Kankan	1	0,56	0,00	0,00	0,00
54	Région Administrative De Kindia	1	0,56	0,00	0,00	0,00
55	Région Administrative De Labé	1	0,56	0,00	0,00	0,00
56	Région Administrative De Mamou	1	0,33	0,00	0,00	0,00
57	Région Administrative De N'Zérékoré	1	0,67	0,00	0,00	0,00
64	Ministere Du Budget	57	17,41	0,00	0,00	0,00
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	5	18,00	0,00	0,00	0,00
98	Structures Rattachées PRG	2	3,06	0,00	0,00	0,00
Total		995	1 635,60	171,11	170,23	0,00

Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 31 mars 2021 (en milliards de GNF)

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
3	Ministere de A La Presidence Charge De La Defense Nationale	14	286,644	49,123458	49,12345847	44,83333
7	Ministere Des Affaires Etrangeres Et Des Guineens De L'Etranger	46	385,1065	40,609029	40,6090287	0
10	Ministere De La Fonction Publique, De La Reforme De L'Etat Et De La Modernisation De L'Administration	1	4,257392	1,064348	1,064348	0
30	Secretariat General Des Affaires Religieuses	3	39,39597	0	0	0
78	Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	5,583139	0	0	0
98	Structures Rattachées PRG	2	43,61074	0	0	0
Total		67	764,60	90,80	90,80	44,83

II.2.4 Situation de l'exécution des dépenses des filets sociaux non contributifs

Les dépenses relatives aux filets sociaux non contributifs sont l'ensemble des dépenses financées sur ressources intérieures pour appuyer les activités de protection des couches vulnérables sans pour autant solliciter une quelconque contribution ou contrepartie de la part des bénéficiaires.

Les crédits inscrits dans la loi de finances rectificatives en faveur des filets sociaux se chiffrent à 954,16 Mds de GNF contre 1 951,85 Mds de GNF en LFR 2020, soit une diminution de 997,69 Mds de GNF due à la non reconduction des crédits du plan de riposte à la Covid-19 dans la loi de finances 2021.

A fin mars 2021, l'exécution des dépenses de filets sociaux se chiffre à 72,58 Mds GNF (7,69 %) contre 145,05 Mds engagés (15,36%).

Tableau 17: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs

Mois	LFI	LFR	Crédits actuels	Engagements		Paiements	
				Crédits engagés	Taux	Crédits payés	Taux
JANVIER	954 160 587 000		1 120 264 783 000	2 370 559 748	0,21%	191 100 000	0,02%
SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	14 507 010 000		14 507 010 000	0	0,00%	0	0,00%
AFFAIRES ECONOMIQUES	36 045 334 000		36 045 334 000	0	0,00%	0	0,00%
SANTE	595 176 714 000		595 176 714 000	0	0,00%	0	0,00%
ENSEIGNEMENT	49 576 848 000		49 576 848 000	0	0,00%	0	0,00%
PROTECTION SOCIALE	258 854 681 000		424 958 877 000	2 370 559 748	0,56%	191 100 000	0,04%
FEVRIER	954 160 587 000		944 360 587 000	4 754 639 697	0,50%	48 401 591 932	5,13%
SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	14 507 010 000		16 507 010 000	0		0	
AFFAIRES ECONOMIQUES	36 045 334 000		36 045 334 000	0	0,00%	0	0,00%
SANTE	595 176 714 000		595 176 714 000	0	0,00%	0	0,00%
ENSEIGNEMENT	49 576 848 000		49 576 848 000	0	0,00%	0	0,00%
PROTECTION SOCIALE	258 854 681 000		247 054 681 000	4 754 639 697	1,92%	48 401 591 932	19,59%
MARS	954 160 587 000		944 360 587 000	145 048 229 569	15,36%	72 576 806 125	7,69%
SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	14 507 010 000		16 507 010 000	17 000 000		0	
AFFAIRES ECONOMIQUES	36 045 334 000		36 045 334 000	5 040 521 000	13,98%	0	0,00%
SANTE	595 176 714 000		595 176 714 000	115 430 150 000	19,39%	0	0,00%
ENSEIGNEMENT	49 576 848 000		49 576 848 000	0	0,00%	0	0,00%
PROTECTION SOCIALE	258 854 681 000		247 054 681 000	24 560 558 569	9,94%	72 576 806 125	29,38%

III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde de base à fin mars 2021, se chiffre à 514,43 Mds soit 0,31% du PIB contre un objectif plancher de 360,54 Mds, ce qui représente 0,22% du PIB, soit un écart en hausse de 153,89 Mds.

Le solde net de gestion s'est établi à 865,45 Mds contre un repère à fin mars de 139,01 Mds. Ce solde net de gestion a couvert des investissements de 798,26 Mds dégagant une capacité de financement de 67,19 Mds.

IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement de 224,86 Mds contre des charges de financement de 267,57 Mds.

IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de la période se chiffrent à 224,86 Mds contre 1 703,92 Mds. Cette réalisation ne concerne que les emprunts.

Les ressources ainsi mobilisées se décomposent en emprunts intérieurs pour 733,69 Mds et en emprunts extérieurs pour 958,55 Mds. En ce qui concerne les emprunts intérieurs, nous constatons un desendettement dans le cadre de l'appurement de la dette intérieure.

Au titre des emprunts extérieurs, les tirages ont augmenté d'environ 20,6% par rapport à son niveau de la même période de 2020, essentiellement dus à l'accroissement du niveau d'intervention de la Chine (ICBC), de la Banque mondiale, du Groupe de la BAD, et de la BADEA, dans le financement des projets d'investissements publics.

IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 267,57 Mds. Cette exécution concerne les soldes budgétaires négatifs pour -95 Mds et les restes à payer pour 363,47 Mds.

Tableau 18: Situation des ressources et des charges de financement à fin mars 2021

Code NBE	LIBELLE	LFI 2021	prév mars 2021	réal mars 2021	Taux	Part
1	RECETTES	23 511,64	5 067,18	5 120,65	101,06%	100,00%
11	RECETTES FISCALES	21 079,86	4 616,55	4 710,57	102,04%	91,99%
	<i>dt Recette Minière</i>	<i>2 688,53</i>	<i>649,24</i>	<i>816,67</i>	<i>125,79%</i>	<i>15,95%</i>
	<i>dt Recette Pétrolière</i>	<i>4 973,72</i>	<i>1 337,90</i>	<i>1 081,01</i>	<i>80,80%</i>	<i>21,11%</i>
	<i>dt TSPP</i>	<i>1 050,04</i>	<i>356,98</i>	<i>360,38</i>	<i>100,95%</i>	<i>7,04%</i>
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	4 345,50	402,76	570,29	141,59%	11,14%
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	415,09	94,17	12,92	13,72%	0,25%
113	Impôts sur ne patrimoine	100,32	17,49	9,68	55,33%	0,19%
114	Impôts sur les biens et services	11 020,13	2 733,30	2 694,06	98,56%	52,61%
	dt RER	377,88	94,47	175,69	185,98%	3,43%

115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	5 091,84	1 176,46	1 175,06	99,88%	22,95%
116	Autres recettes fiscales .	106,98	21,33	20,99	98,43%	0,41%
12	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 698,00	424,50	296,25	69,79%	5,79%
13	AUTRES RECETTES	733,78	58,76	113,84	193,72%	2,22%
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	402,63	89,02	114,42	128,54%	2,23%
	BAS FODECON	375,46	86,52		0,00%	0,00%
	BAS RSU	50,66	9,11	32,43	356,17%	0,63%
	BAS FCE	126,54				
2	DEPENSES	27 739,07	4 503,67	5 066,38	112,49%	100,00%
21	Charges financières de la dette	1 534,00	346,80	256,31	73,91%	5,06%
	<i>Intérêt Dette Intérieure</i>	1 168,00	205,09	155,37	75,76%	3,07%
	<i>Intérêt Dette Extérieure</i>	366,00	141,71	100,95	71,23%	1,99%
22	Dépenses de personnel	6 890,76	1 622,75	1 969,21	121,35%	38,87%
23	Dépenses de Biens et services	3 926,49	638,93	1 018,79	159,45%	20,11%
	<i>dt RER</i>	377,88	94,47	175,69	185,98%	3,47%
24	Dépenses de transfert	6 100,73	1 228,19	1 010,90	82,31%	19,95%
	<i>dt EDG</i>	2 390,00			#DIV/0!	0,00%
SNG	Solde net de gestion (1-2)	-4 227,43	139,01	865,45	622,56%	17,08%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:					
25	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 331,79	561,55	798,26	142,15%	15,76%
251	IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	8 148,22	410,75	785,34	191,20%	15,50%
2511	Acquisition d'Immobilisations Corporelles	1 512,68	0,00	55,20	#DIV/0!	1,09%
2512	Acquisition d'Immobilisations incorporelles	446,49	305,29	87,59		1,73%
2513	Grosses réparations	17,68	0,00	642,56		12,68%
2514	Immobilisations non Produites(finex)	6 171,37				0,00%
NLB	Capacité / besoin de financement (SNG-25)	-12 559,22	-422,53	67,19	-15,90%	1,33%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):					
252	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	183,57	150,80	12,92	8,57%	0,25%
2521	Immobilisations financières intérieures	183,57	150,80	12,92	8,57%	0,25%
2522	Autres Immobilisations financières intérieures		0,00	0,00		
2523	Immobilisations financières extérieures		0,00	0,00		
2524	Autres Immobilisations financières extérieures		0,00	0,00		
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	402,63	89,02		0,00%	0,00%
	BAS FODECON	375,46				
	BAS RSU	50,66				
	BAS FCE	126,54				
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	7 475,59	1 703,92	224,86	13,20%	100,00%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF		0,00	0,00		0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	0,00	0,00	0,00		0,00%
32	EMPRUNTS	7 220,53	1 640,16	224,86	13,71%	100,00%
321	Emprunts Intérieurs	1 502,21	210,58	-733,69	-348,41%	-326,28%
	<i>dt Banque commerciale</i>	1 502,21	-71,75	-155,54	216,78%	-69,17%
322	Emprunts Extérieurs	5 718,31	1 429,58	958,55		426,28%

33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	63,77	0,00		0,00%
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	255,06	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités nocanes	0,00	0,00	0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,00	0,00	0,00		0,00%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,00	0,00	0,00		0,00%
344	Remboursements de prêts par des particuliers		0,00	0,00		0,00%
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	255,06	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
349	Autres remboursements de prêts	0,00	164,97	0,00		0,00%
4	CHARGES DE FINANCEMENT	3 248,16	812,04	267,57	32,95%	100,00%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF		0,00	-95,90		
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	3 248,16	812,04	0,00	0,00%	0,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 988,28	497,07	0,00	0,00%	0,00%
	<i>dt Banque Centrale</i>	287,05	0,00	0,00		0,00%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	1 259,88	314,97	0,00	0,00%	0,00%
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR		0,00	0,00		0,00%
43	PRETS ACCORDES	0,00	0,00	0,00		0,00%
431	Prêts accordés à des Collectivités locales		0,00	0,00		0,00%
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)		0,00	0,00		0,00%
433	Prêts accordés à des entreprises		0,00	0,00		0,00%
434	Prêts accordés à des particuliers		0,00	0,00		0,00%
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)		0,00	363,47		135,84%
439	Autres prêts et avances accordés		0,00	0,00		0,00%
	Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)	0,00	0,00	0,00		
	Principaux agrégats et soldes					
	Solde de base	867,00	360,54	514,44	142,69%	59,34%
	Soldede base % PIB	0,52%	0,22%	0,31%	142,69%	0,00%
	PIB	167 155,0	167 155,0	167 155,0	145 951,0	145 951,0
	Taux de change USD	9 322,6	9 322,6	9 322,6	100,00%	10,752704
	Pression Fiscale hors Dons	13,00%	3,03%	3,06%	101,06%	0,00%

V-CONCLUSION

L'exécution budgétaire à fin mars 2021, présente une tendance favorable en recettes base encaissement, et pas favorable en dépenses. En effet, les recettes ont connues une exécution se situant à 107,31% sur la période. Quant aux dépenses, elles se situent à un niveau de 84,46 % par rapport à l'objectif de la période.

Comparativement à la situation de fin mars 2020, l'exécution du budget de l'Etat au 31 mars 2021 fait globalement apparaître une hausse des recettes de 1 204,20 Mds et une baisse des dépenses toutes natures confondues de 117,27 Mds.

Le solde de base à fin mars 2021, se chiffre à 514,43 Mds soit 0,31% du PIB contre un objectif plancher de 360,54 Mds, ce qui représente 0,22% du PIB, soit un écart de 153,89 Mds.

L'exécution trimestrielle a été caractérisée par une contraction des dépenses par rapport aux objectifs de la période afin de réduire progressivement les avances de la Banque Centrale au trésor de manière à les supprimer à fin 2021 et la non constitution d'arriérés de paiement.

Le solde net de gestion s'est établi à 865,45 Mds contre un repère à fin mars de 139,01 Mds dégageant une capacité de financement de 67,19 Mds pour la couverture des dépenses.

ANNEXES

Tableau 19: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin mars 2021 (en de milliards de GNF)

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement mars	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
					mars	Taux	mars	Taux	mars	Taux	mars	Taux
Présidence de la Rep	492,51	0,00	492,51	125,988	145,08	115,15%	62,02	49,22%	62,02	49,22%	124,78	99,04%
Primature	96,60	0,00	96,60	18,059	13,70	75,85%	13,70	75,85%	11,60	64,22%	0,00	0,00%
Min.de la Défense	2410,30	0,00	2410,30	546,766	564,20	103,19%	564,20	103,19%	564,20	103,19%	557,21	101,91%
Min.Admin.Terr.Dec	1107,87	0,00	1107,87	136,021	23,68	17,41%	23,68	17,41%	23,68	17,41%	4,00	2,94%
Min.Sécurité.Prot.Ci	387,53	0,00	387,53	69,774	112,04	160,58%	112,04	160,58%	112,04	160,58%	0,00	0,00%
Min.Justice.Gar.Scea	162,07	0,00	162,07	17,959	47,34	263,61%	47,34	263,61%	47,34	263,61%	0,00	0,00%
Min.Aff.Etran.GETran	423,16	0,00	423,16	86,364	48,67	56,35%	48,67	56,35%	48,67	56,35%	0,00	0,00%
Ministère du Plan	161,17	0,00	161,17	17,666	7,80	44,17%	7,80	44,17%	7,80	44,17%	0,10	0,54%
Min.Eco.et Finances	200,16	0,00	200,16	32,431	70,44	217,21%	68,97	212,67%	67,08	206,85%	1,00	3,08%
Min. Travail et FP	134,56	1,85	136,41	20,063	33,36	166,26%	33,36	166,26%	33,36	166,26%	0,00	0,00%
Min.de l'Agr	290,73	32,54	323,27	34,315	40,34	117,55%	39,99	116,54%	39,46	115,01%	0,00	0,01%
Min.Pêche & Aquacul	63,16	0,00	63,16	9,612	11,25	117,01%	11,25	117,01%	11,25	117,01%	0,00	0,00%
Min.Géo.Min	80,47	0,00	80,47	11,059	15,23	137,67%	15,19	137,37%	15,19	137,37%	0,50	4,52%
Min.EtatTravaux.Pub.	520,26	3,00	523,26	55,334	8,09	14,61%	8,09	14,61%	8,09	14,61%	0,00	0,00%
Min.Urb.Habit. Const	117,67	0,00	117,67	11,481	9,57	83,32%	9,43	82,13%	9,43	82,13%	0,00	0,00%
Mn.Comm	57,32	2,15	59,47	8,885	9,98	112,30%	9,98	112,30%	9,98	112,30%	0,00	0,00%
Min. Hotel. Tourisme	63,57	0,00	63,57	5,318	9,29	174,65%	9,29	174,65%	9,29	174,65%	0,00	0,00%
Min.Santé.Hy.Publiq	1973,32	4,00	1977,32	333,183	186,26	55,90%	186,26	55,90%	186,26	55,90%	114,25	34,29%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	192,73	-9,80	182,93	23,763	8,61	36,21%	8,61	36,21%	8,61	36,21%	0,00	0,00%
Min. Ens.pré.univ	1993,25	26,75	2020,00	422,855	378,38	89,48%	378,38	89,48%	378,38	89,48%	0,87	0,21%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	303,57	5,56	309,13	40,160	23,32	58,07%	23,32	58,07%	23,32	58,07%	0,00	0,00%
Minist. Information	36,39	0,00	36,39	5,571	10,05	180,47%	10,05	180,47%	10,05	180,47%	0,45	8,11%

Min. Jeun.Emploi Jeu	74,56	0,00	74,56	14,232	5,80	40,75%	5,80	40,75%	5,80	40,75%	0,00	0,00%
Assemblée.Nationale	273,35	0,00	273,35	92,890	131,73	141,81%	131,73	141,81%	131,73	141,81%	84,57	91,04%
Cour Suprême	27,78	0,00	27,78	6,485	34,50	532,10%	34,50	532,10%	34,50	532,10%	4,53	69,90%
Haute Autorité. Comm	16,13	0,00	16,13	4,009	3,42	85,26%	3,42	85,26%	3,42	85,26%	2,79	69,49%
Conseil Eco. Social	23,46	0,00	23,46	5,697	10,76	188,93%	10,76	188,93%	10,76	188,93%	2,11	37,02%
Secr. Gal Gouv	18,42	0,00	18,42	1,371	2,56	186,52%	2,56	186,52%	2,56	186,52%	0,38	27,72%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	38,62	0,00	38,62	2,679	6,02	224,60%	6,02	224,60%	6,02	224,60%	0,84	31,39%
Sec. Affair.Relig.	69,85	-7,00	62,85	2,893	2,97	102,71%	2,97	102,71%	2,81	97,23%	0,28	9,51%
Min.EnvIRON.Eaux.For	211,83	1,51	213,34	45,165	43,04	95,29%	43,04	95,29%	43,04	95,29%	0,00	0,00%
Ministère Transports	67,03	-10,00	57,03	7,725	14,51	187,78%	14,51	187,78%	14,51	187,78%	0,00	0,00%
Grande Chancel.	16,34	0,00	16,34	4,075	4,09	100,39%	4,09	100,39%	4,09	100,39%	2,12	51,95%
Min. Ens.Sup.Rec.	886,84	14,22	901,05	201,306	240,46	119,45%	240,46	119,45%	240,46	119,45%	129,81	64,49%
Grands Projets	85,68	0,00	85,68	7,332	11,40	155,48%	11,40	155,48%	11,40	155,48%	0,00	0,00%
Min.Etat Energie Env	2497,54	5,37	2502,91	523,331	455,16	86,97%	455,16	86,97%	455,16	86,97%	146,58	28,01%
Min. Tél. Econ.Num	80,31	0,00	80,31	10,112	6,34	62,69%	6,34	62,69%	6,34	62,69%	0,00	0,00%
Ministère Elevage	43,54	-32,54	11,00	6,373	2,83	44,34%	2,83	44,34%	2,83	44,34%	0,00	0,00%
Min.Industrie et PME	105,46	0,00	105,46	8,750	20,29	231,90%	18,23	208,36%	12,72	145,39%	1,00	11,42%
Min.Cultu.Arts.Patri	200,61	-25,00	175,61	62,659	62,20	99,27%	43,65	69,67%	62,20	99,27%	50,51	80,61%
Sec Etat Anti drogue	6,16	0,00	6,16	0,255	1,00	391,73%	1,00	391,73%	1,00	391,73%	0,70	274,21%
Ensembles des Gouvern	3,68	0,00	3,68	0,036	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	0,00	25,00	25,00	0,036	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du sport	121,74	0,00	121,74	15,132	14,05	92,87%	14,05	92,87%	13,95	92,21%	0,00	0,00%
Médiateur.Répub	23,34	0,00	23,34	4,898	4,30	87,72%	4,30	87,72%	4,30	87,72%	1,38	28,07%
CENI	75,11	0,00	75,11	6,103	6,07	99,50%	6,07	99,50%	6,07	99,50%	3,26	53,47%
Cours.Const	23,22	0,00	23,22	5,710	57,64	1009,51 %	57,64	1009,51%	57,64	1009,51 %	1,36	23,77%
Cour des Comptes	54,22	0,00	54,22	20,738	20,77	100,15%	20,77	100,15%	20,77	100,15%	17,04	82,15%
Haute Cour de Justic	2,04	0,00	2,04	0,511	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,21	0,00	2,21	0,000	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!

Inst.Nat.Ind.Droit.H	7,07	0,00	7,07	1,707	2,38	139,62%	2,38	139,62%	2,38	139,62%	0,00	0,00%
Min.UniteNat.Citoy	11,94	0,00	11,94	0,249	1,82	729,37%	1,82	729,37%	1,82	729,37%	0,00	0,00%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	24,12	0,00	24,12	1,609	1,66	103,38%	1,66	103,38%	1,66	103,38%	0,50	31,08%
Ministere charge des hydrocarbure	25,81	0,00	25,81	2,823	2,86	101,21%	2,86	101,21%	2,86	101,21%	1,00	35,42%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	167,04	-2,23	164,81	28,233	37,74	133,67%	37,74	133,67%	37,74	133,67%	3,05	10,81%
Ministère du travail et des lois sociales	13,31	-13,31	0,00	0,132	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	20,02	0,00	20,02	1,585	2,38	149,82%	2,38	149,82%	2,38	149,82%	0,59	37,34%
Autres dépenses de la présidence de la république	197,95	0,00	197,95	39,009	4,78	12,25%	4,78	12,25%	4,78	12,25%	8,95	22,95%
Dépenses Communes	4782,99	13,31	4796,30	973,521	806,18	82,81%	549,81	56,48%	549,81	56,48%	1589,21	163,24%
Total	21 567,70	35,38	21 603,08	4141,998	3798,357	91,70%	3 436,33	82,96%	3444,60	83,16%	2 855,71	68,95%

Tableau 20: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin mars 2021 (en de milliards de GNF)

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement mars	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	492,51	0,00	492,51	125,99	0,00	0%	41,57	33,00%	103,50	82,15%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	145,08	115,15%
Primature	96,60	0,00	96,60	18,06	0,00	0%	1,17	6,49%	10,43	57,73%	2,10	11,63%	0,00	0,00%	13,70	75,85%
Min.de la Défense	2410,30	0,00	2410,30	546,77	0,00	0%	465,17	85,08%	50,11	9,17%	48,92	8,95%	0,01	0,00%	564,20	103,19%
Min.Admin.Terr.Dec	1107,87	0,00	1107,87	136,02	0,00	0%	13,55	9,96%	0,78	0,57%	9,36	6,88%	0,00	0,00%	23,68	17,41%
Min.Sécurité.Prot.Ci	387,53	0,00	387,53	69,77	0,00	0%	88,75	127,20 %	17,00	24,36%	6,29	9,02%	0,00	0,00%	112,04	160,58%
Min.Justice.Gar.Scea	162,07	0,00	162,07	17,96	0,00	0%	47,04	261,91 %	0,31	1,70%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	47,34	263,61%
Min.Aff.Etran.GEtran	423,16	0,00	423,16	86,36	0,00	0%	7,34	8,50%	0,71	0,83%	40,61	47,02%	0,00	0,00%	48,67	56,35%
Ministère du Plan	161,17	0,00	161,17	17,67	0,00	0%	6,05	34,22%	1,75	9,93%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	7,80	44,17%
Min.Eco.et Finances	200,16	0,00	200,16	32,43	0,00	0%	53,07	163,64 %	5,86	18,06%	0,92	2,83%	10,60	32,68%	70,44	217,21%
Min. Travail et FP	134,56	1,85	136,41	20,06	0,00	0%	25,66	127,90 %	0,62	3,09%	7,08	35,27%	0,00	0,00%	33,36	166,26%
Min.de l'Agr	290,73	32,54	323,27	34,31	0,00	0%	36,22	105,56 %	4,09	11,93%	0,02	0,06%	0,00	0,00%	40,34	117,55%
Min.Pêche & Aquacul	63,16	0,00	63,16	9,61	0,00	0%	9,54	99,24%	0,69	7,21%	1,01	10,56%	0,00	0,00%	11,25	117,01%
Min.Géo.Min	80,47	0,00	80,47	11,06	0,00	0%	12,58	113,77 %	2,64	23,87%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	15,23	137,67%
Min.EtatTravaux.Pub.	520,26	3,00	523,26	55,33	0,00	0%	5,50	9,93%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,59	4,68%	8,09	14,61%
Min.Urb.Habit. Const	117,67	0,00	117,67	11,48	0,00	0%	9,01	78,51%	0,55	4,78%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	9,57	83,32%
Mn.Comm	57,32	2,15	59,47	8,89	0,00	0%	9,06	101,95 %	0,92	10,31%	0,00	0,04%	0,00	0,00%	9,98	112,30%
Min. Hotel. Tourisme	63,57	0,00	63,57	5,32	0,00	0%	4,59	86,26%	0,81	15,29%	3,89	73,09%	0,00	0,00%	9,29	174,65%
Min.Santé.Hy.Publiq	1973,32	4,00	1977,32	333,18	0,00	0%	71,92	21,59%	114,33	34,31%	0,01	0,00%	0,00	0,00%	186,26	55,90%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	192,73	-9,80	182,93	23,76	0,00	0%	7,11	29,94%	1,49	6,27%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	8,61	36,21%
Min. Ens.pré.univ	1993,25	26,75	2020,00	422,85	0,00	0%	377,31	89,23%	0,99	0,23%	0,08	0,02%	0,00	0,00%	378,38	89,48%

Min.Emp. Ens.Tech&FP	303,57	5,56	3553,51	40,16	0,00	0%	22,74	56,62%	0,57	1,43%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	23,32	58,07%
Minist. Information	36,39	0,00	36,39	5,57	0,00	0%	9,06	162,56%	1,00	17,88%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	10,05	180,47%
Min. Jeun.Emploi Jeu	74,56	0,00	74,56	14,23	0,00	0%	4,38	30,74%	1,42	10,00%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	5,80	40,75%
Assemblée.Nationale	273,35	0,00	273,35	92,89	0,00	0%	50,25	54,10%	0,00	0,00%	81,48	87,71%	0,00	0,00%	131,73	141,81%
Cour Suprême	27,78	0,00	27,78	6,48	0,00	0%	29,97	462,20%	0,00	0,00%	4,53	69,90%	0,00	0,00%	34,50	532,10%
Haute Autorité. Comm	16,13	0,00	16,13	4,01	0,00	0%	0,63	15,77%	0,00	0,00%	2,79	69,49%	0,00	0,00%	3,42	85,26%
Conseil Eco. Social	23,46	0,00	23,46	5,70	0,00	0%	8,65	151,91%	0,00	0,00%	2,11	37,02%	0,00	0,00%	10,76	188,93%
Secr. Gal Gouv	18,42	0,00	18,42	1,37	0,00	0%	2,18	158,82%	0,38	27,69%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	2,56	186,52%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	38,62	0,00	38,62	2,68	0,00		5,02	187,27%	1,00	37,30%	0,00	0,03%	0,00	0,00%	6,02	224,60%
Sec. Affair.Relig.	69,85	-7,00	62,85	2,89	0,00	0%	1,81	62,67%	1,00	34,53%	0,16	5,50%	0,00	0,00%	2,97	102,71%
Min.Environ.Eaux.For	211,83	1,51	213,34	45,17	0,00	0%	25,07	55,50%	15,79	34,96%	0,00	0,01%	2,18	4,83%	43,04	95,29%
Ministère Transports	67,03	-10,00	57,03	7,72	0,00	0%	9,75	126,17%	1,00	12,95%	3,76	48,66%	0,00	0,00%	14,51	187,78%
Grande Chancel.	16,34	0,00	16,34	4,08	0,00	0%	0,15	3,76%	0,00	0,00%	3,94	96,63%	0,00	0,00%	4,09	100,39%
Min. Ens.Sup.Rec.	886,84	14,22	901,05	201,31	0,00	0%	106,54	52,93%	21,16	10,51%	112,76	56,01%	0,00	0,00%	240,46	119,45%
Grands Projets	85,68	0,00	85,68	7,33	0,00	0%	0,14	1,92%	0,00	0,00%	11,26	153,55%	0,00	0,00%	11,40	155,48%
Min.Etat Energie Env	2497,54	5,37	2502,91	523,33	0,00	0%	4,96	0,95%	1,75	0,33%	442,09	84,48%	6,35	1,21%	455,16	86,97%
Min. Tél. Econ.Num	80,31	0,00	80,31	10,11	0,00	0%	6,12	60,51%	0,22	2,17%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	6,34	62,69%
Ministère Elevage	43,54	-32,54	11,00	6,37	0,00	0%	2,83	44,33%	0,00	0,00%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	2,83	44,34%
Min.Industrie et PME	105,46	0,00	105,46	8,75	0,00	0%	4,63	52,97%	1,00	11,43%	5,26	60,13%	9,39	107,37%	20,29	231,90%
Min.Cultu.Arts.Patri	200,61	-25,00	175,61	62,66	0,00	0%	26,06	41,60%	36,13	57,67%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	62,20	99,27%
Sec Etat Anti drogue	6,16	0,00	6,16	0,26	0,00	0%	0,00	0,00%	1,00	391,73%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,00	391,73%
Ensembles des Gouvern	3,68	0,00	3,68	0,04	0,00	0	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du sport	0,00	25,00	25,00	0,04	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	121,74	0,00	121,74	15,13	0,00	0%	13,31	87,93%	0,74	4,92%	0,00	0,02%	0,00	0,00%	14,05	92,87%

Médiateur.Répub	23,34	0,00	23,34	4,90	0,00	0%	2,92	59,64%	0,00	0,00%	1,38	28,07%	0,00	0,00%	4,30	87,72%
CENI	75,11	0,00	75,11	6,10	0,00	0%	2,81	46,04%	0,00	0,00%	3,26	53,46%	0,00	0,00%	6,07	99,50%
Cours.Const	23,22	0,00	23,22	5,71	0,00	0%	56,28	985,74%	0,00	0,00%	1,36	23,77%	0,00	0,00%	57,64	1009,51%
Cour des Comptes	54,22	0,00	54,22	20,74	0,00	0%	3,73	18,00%	0,00	0,00%	17,04	82,15%	0,00	0,00%	20,77	100,15%
Haute Cour de Justic	2,04	0,00	2,04	0,51	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,21	0,00	2,21	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Inst.Nat.Ind.Droit.H	7,07	0,00	7,07	1,71	0,00	0%	1,65	96,41%	0,00	0,00%	0,74	43,22%	0,00	0,00%	2,38	139,62%
Min.UniteNat.Citoy	11,94	0,00	11,94	0,25	0,00	0%	1,82	729,32%	0,00	0,00%	0,00	0,05%	0,00	0,00%	1,82	729,37%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	24,12	0,00	24,12	1,61	0,00	0%	0,91	56,77%	0,75	46,61%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,66	103,38%
Ministere charge des hydrocarbure	25,81	0,00	25,81	2,82	0,00	0%	0,87	30,83%	1,99	70,38%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,86	101,21%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	167,04	-2,23	164,81	28,23	0,00	0%	1,93	6,84%	0,90	3,19%	34,65	122,71%	0,26	0,93%	37,74	133,67%
Ministère du travail et des lois sociales	13,31	-13,31	0,00	0,13	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	20,02	0,00	20,02	1,59	0,00	0%	0,00	0,00%	0,60	37,85%	1,78	111,97%	0,00	0,00%	2,38	149,82%
Autres dépenses de la présidence de la république	197,95	0,00	197,95	39,01	0,00	0%	0,00	0,00%	4,78	12,25%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,78	12,25%
Dépenses Communes	4782,99	13,31	4796,30	973,52	256,31	26%	239,66	24,62%	91,96	9,45%	196,41	20,18%	21,84	2,24%	806,18	82,81%
Total	21 567,70	35,38	24 847,46	4 141,998	256,31	6,19%	1 939,05	46,81%	502,72	12,14%	1 047,05	25,28%	53,223	1,28%	3 798,36	91,70%

Tableau 21: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin mars 2021 en de milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFI(1)	Modif ications	Crédits Actuels	Plan d'Engag ement mars	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissem ent ressource propres		Depenses D'Investissem ent finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL	
					mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX	mars	TAUX
Présidence de la Rep	492,51	0,00	492,51	125,99	0,00	0,00%	7,51	5,96%	94,82	75,26%	22,45	17,82%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	124,78	99,04 %
Primature	96,60	0,00	96,60	18,06	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.de la Défense	2410,30	0,00	2410,30	546,77	0,00	0,00%	462,19	84,53%	50,13	9,17%	44,89	8,21%	0,01	0,00%	0,00	0,00%	0,01	0,00%	557,21	101,9 1%
Min.Admin.Terr.Dec	1107,87	0,00	1107,87	136,02	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,00	2,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,00	2,94%
Min.Sécurité.Prot.Ci	387,53	0,00	387,53	69,77	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.Justice.Gar.Scea	162,07	0,00	162,07	17,96	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.Aff.Etran.GEtran	423,16	0,00	423,16	86,36	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ministère du Plan	161,17	0,00	161,17	17,67	0,00	0,00%	0,10	0,54%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,10	0,54%
Min.Eco.et Finances	200,16	0,00	200,16	32,43	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,00	3,08%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,00	3,08%
Min. Travail et FP	134,56	1,85	136,41	20,06	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.de l'Agr	290,73	32,54	323,27	34,31	0,00	0,00%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	181,2 6	28,21%	181,2 6	528,24 %	181,27	528,2 5%
Min.Pêche & Aquacul	63,16	0,00	63,16	9,61	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5,73	0,89%	5,73	59,62%	5,73	59,62 %
Min.Géo.Min	80,47	0,00	80,47	11,06	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,50	4,52%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,50	4,52%
Min.EtatTravaux.Pub.	520,26	3,00	523,26	55,33	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	116,4 1	18,12%	116,4 1	210,38 %	116,41	210,3 8%
Min.Urb.Habit. Const	117,67	0,00	117,67	11,48	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Mn.Comm	57,32	2,15	59,47	8,89	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min. Hotel. Tourisme	63,57	0,00	63,57	5,32	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.Santé.Hy.Publiq	1973,32	4,00	1977,32	333,18	0,00	0,00%	0,00	0,00%	114,25	34,29%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	131,2 3	20,42%	131,2 3	39,39%	245,48	73,68 %
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	192,73	-9,80	182,93	23,76	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20,41	3,18%	20,41	85,90%	20,41	85,90 %
Min. Ens.pré.univ	1993,25	26,75	2020,00	422,85	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,87	0,21%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	21,48	3,34%	21,48	5,08%	22,35	5,29%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	303,57	5,56	309,13	40,16	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	14,59	2,27%	14,59	36,33%	14,59	36,33 %
Minist. Information	36,39	0,00	36,39	5,57	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,45	8,11%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,45	8,11%

Min. Jeun.Emploi Jeu	74,56	0,00	74,56	14,23	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Assemblée.Nationale	273,35	0,00	273,35	92,89	0,00	0,00%	18,09	19,47%	0,00	0,00%	66,48	71,56%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	84,57	91,04 %
Cour Suprême	27,78	0,00	27,78	6,48	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,53	69,90%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,53	69,90 %
Haute Autorité. Comm	16,13	0,00	16,13	4,01	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,79	69,49%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,79	69,49 %
Conseil Eco. Social	23,46	0,00	23,46	5,70	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,11	37,02%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,11	37,02 %
Secr. Gal Gouv	18,42	0,00	18,42	1,37	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,38	27,72%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,38	27,72 %
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	38,62	0,00	38,62	2,68	0,00		0,00		0,84		0,00		0,00		0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,84	31,39 %
Sec. Affair.Relig.	69,85	-7,00	62,85	2,89	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,28	9,51%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,28	9,51%
Min.Environ.Eaux.For	211,83	1,51	213,34	45,17	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,97	0,77%	4,97	11,01%	4,97	11,01 %
Ministère Transports	67,03	-10,00	57,03	7,72	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Grande Chancel.	16,34	0,00	16,34	4,08	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,12	51,95%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,12	51,95 %
Min. Ens.Sup.Rec.	886,84	14,22	901,05	201,31	0,00	0,00%	15,35	7,62%	1,00	0,50%	113,4 7	56,37%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	129,81	64,49 %
Grands Projets	85,68	0,00	85,68	7,33	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.Etat Energie Env	2497,54	5,37	2502,91	523,33	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	146,5 8	28,01%	0,00	0,00%	36,66	5,70%	36,66	7,00%	183,24	35,01 %
Min. Tél. Econ.Num	80,31	0,00	80,31	10,11	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ministère Elevage	43,54	-32,54	11,00	6,37	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.Industrie et PME	105,46	0,00	105,46	8,75	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,00	11,42%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	13,58	2,11%	13,58	155,16 %	14,58	166,5 8%
Min.Cultu.Arts.Patri	200,61	-25,00	175,61	62,66	0,00	0,00%	14,38	22,94%	36,13	57,67%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	50,51	80,61 %
Sec Etat Anti drogue	6,16	0,00	6,16	0,26	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,70	274,21 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,70	274,2 1%
Ensembles des Gouvern	3,68	0,00	3,68	0,04	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	96,24	14,98%	96,24	##### ###	96,24	26396 2,97%
Min.du sport	0,00	25,00	25,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Min.du Budget	121,74	0,00	121,74	15,13	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Médiateur.Répub	23,34	0,00	23,34	4,90	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,38	28,07%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,38	28,07 %
CENI	75,11	0,00	75,11	6,10	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,26	53,47%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,26	53,47 %
Cours.Const	23,22	0,00	23,22	5,71	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,36	23,77%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,36	23,77 %

Cour des Comptes	54,22	0,00	54,22	20,74	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	17,04	82,15%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	17,04	82,15%
Haute Cour de Justic	2,04	0,00	2,04	0,51	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,21	0,00	2,21	0,00	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Inst.Nat.Ind.Droit.H	7,07	0,00	7,07	1,71	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.UniteNat.Citoy	11,94	0,00	11,94	0,25	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-prive	24,12	0,00	24,12	1,61	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,50	31,08%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,50	31,08%
Ministere charge des hydrocarbure	25,81	0,00	25,81	2,82	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,00	35,42%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,00	35,42%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	167,04	-2,23	164,81	28,23	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,90	3,19%	2,15	7,63%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,05	10,81%
Ministère du travail et des lois sociales	13,31	-13,31	0,00	0,13	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	20,02	0,00	20,02	1,59	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,59	37,34%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,59	37,34%
Autres dépenses de la presidence de la republique	197,95	0,00	197,95	39,01	0,00	0,00%	0,00	0,00%	8,95	22,95%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	8,95	22,95%
Dépenses Communes	4782,99	13,31	4796,30	973,52	187,49	0,00%	1185,42	121,77%	19,89	2,04%	196,41	20,18%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1589,21	163,24%
Total yc finex	27 865,24	35,38	21 603,08	4 141,96	187,49	0,00%	1 703,02	41,12%	334,19	8,07%	631,00	15,23%	0,01	0,00%	642,56	100,00%	642,56	15,51%	3 498,27	84,46%

Tableau 22: Ventilation du budget en fonction des piliers du PNDES à fin mars 2021 (en milliards de GNF)

Piliers	LFI 2021 (1)	Plan d'Engage ment mars(2)	Engagemen ts jan-mars (3)	Paiements jan-mars (4)	Taux d'exécution (5=3/2)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	11 689,09	2 313,14	2 238,17	2 407,17	96,76%
FINEX	239,99	60,00	96,2357	96,2357	160,09%
Transformation économique durable et inclusive	3 993,46	690,35	604,54	149,59	87,57%
FINEX	5 240,00	1310,00	358,61	358,61	273,75%
Développement inclusif du capital humain	5 674,57	1 103,86	915,08	295,90	82,90%
FINEX	370,15	92,54	187,7084	187,7084	
Gestion durable du capital naturel	210,58	34,61	40,56	3,05	117,22%
FINEX	447,41	111,85	0	0	
Total	21 567,70	4 141,96	3 798,36	2 855,71	91,70%
Total FINEX	6 297,54	1 574,39	642,56	642,56	40,81%
Total général	27 865,24	5 716,35	4 440,91	3 498,27	77,69%

Tableau 23: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en de milliards de GNF

collectivités	Crédit		Exécution fin mars 2021		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ensemble Ville De Conakry	6	0,34	0,00	0	0,00%
Kaloum	2	0,10	0,00	0	0,00%
Dixinn	1	0,07	0,00	0	0,00%
Matam	1	0,07	0,00	0	0,00%
Ratoma	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Matoto	2	0,10	0,00	0	0,00%
Boke	10	0,29	0,00	0	0,00%
Boffa	8	0,23	0,00	0	0,00%
Fria	4	0,13	0,00	0	0,00%
Gaoual	8	0,23	0,00	0	0,00%
Koundara	7	0,21	0,00	0	0,00%
Faranah	12	0,34	0,00	0	0,00%
Dabola	9	0,26	0,00	0	0,00%
Dinguiraye	8	0,23	0,00	0	0,00%
Kissidougou	13	0,36	0,00	0	0,00%
Kankan	13	0,37	0,00	0	0,00%
Kerouane	8	0,23	0,00	0	0,00%
Kouroussa	12	0,33	0,00	0	0,00%
Mandiana	12	0,33	0,00	0	0,00%
Siguiro	13	0,36	0,00	0	0,00%
Kindia	10	0,29	0,00	0	0,00%
Coyah	4	0,13	0,00	0	0,00%
Dubreka	7	0,21	0,00	0	0,00%
Forecariah	10	0,28	0,00	0	0,00%
Telemele	14	0,39	0,00	0	0,00%
Labe	14	0,40	0,00	0	0,00%
Koubia	6	0,18	0,00	0	0,00%
Lelouma	11	0,31	0,00	0	0,00%
Mali	13	0,36	0,00	0	0,00%
Tougue	10	0,28	0,00	0	0,00%
Mamou	15	0,42	0,00	0	0,00%
Dalaba	10	0,28	0,00	0	0,00%
Pita	12	0,33	0,00	0	0,00%
N'Zerekore	11	0,32	0,00	0	0,00%
Beyla	14	0,39	0,00	0	0,00%
Gueckedou	10	0,28	0,00	0	0,00%
Lola	9	0,26	0,00	0	0,00%
Macenta	15	0,41	0,00	0	0,00%
Yomou	7	0,21	0,00	0	0,00%
Total general	345	9,97	0,00	0,00	0,00%

Tableau 24: Etat d'exécution des subventions et transferts hors collectivités en milliards de GNF

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin mars 2021		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	1	0,01	0,00	1	24,76%
Primature	3	10,74	2,10	2	19,56%
Ministère de la Défense Nationale	5	286,03	48,92	4	17,10%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	6	42,48	9,36	4	22,04%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	21,91	6,29	5	28,71%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	14	24,49	0,00	3	0,00%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	1	55,00	40,61	1	73,83%
Ministère du Plan	6	7,50	0,00	2	0,01%
Ministère de l'Economie et des Finances	3	2,47	0,90	1	36,49%
Ministère Travail et Fonction Publique	10	29,78	7,08	9	23,76%
Ministère de l'Agriculture	7	10,25	0,02	3	0,22%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	8	7,55	1,01	5	13,44%
Ministère Mines, Géologie	8	12,27	0,00	2	0,03%
Ministere Des Travaux Publics	2	0,02	0,00	2	6,97%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	7	46,82	0,00	3	0,01%
Ministère du Commerce	5	11,13	0,00	3	0,03%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	1	15,54	3,89	1	25,00%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	171	405,56	0,00	1	0,00%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Femminine & Enfance	12	26,85	0,00	3	0,00%
Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	9	40,80	0,08	3	0,19%

Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	20	84,38	0,00	3	0,01%
Ministère de l'Information	5	2,53	0,00	2	0,06%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	7	33,80	0,00	3	0,00%
Assemblée.Nationale	2	167,52	81,48	2	48,64%
Cour Suprême de l'Etat	1	18,13	4,53	1	25,00%
Haute Autorité de la Communication	2	14,47	2,79	1	19,25%
Conseil Economique et Social	1	11,92	2,11	1	17,70%
Secretariat Général du Gouvernement	1	0,05	0,00	0	0,00%
Ministere de la Cooperation et de l'Intégration Africaine	1	4,00	0,00	0	0,00%
Sécrétariat Général aux Affaires Religieuses	10	42,40	0,16	2	0,37%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forets	9	18,73	0,00	3	0,02%
Ministère des Transports	8	16,87	3,76	4	22,26%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	3	15,75	3,94	3	25,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	146	564,10	112,76	129	19,99%
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	35,02	11,26	2	32,15%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	4	2390,76	442,09	2	18,49%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	4	6,90	0,00	1	0,02%
Ministère de l'Elevage	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Ministère industries et des PME	5	21,05	5,26	5	24,99%
Minintère Culture Arts et Patrimoine	9	14,50	0,00	0	0,00%
Ministère du Budget	3	0,60	0,00	2	0,60%
Médiateur de la République	1	5,50	1,38	1	25,00%
Commission Electorale Nationale Indépendante	1	13,05	3,26	1	25,00%
Cours Constitutionnelle	1	16,61	1,36	1	8,17%
Cour des Comptes	1	38,50	17,04	1	44,25%

Haute Cour de Justice	1	2,04	0,00	0	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	2,21	0,00	0	0,00%
Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	1	2,95	0,74	1	25,00%
Ministere De L'Unite Nationale Et De La Citoyennete	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	5,58	0,00	0	0,00%
Ministère des hydrocarbures	1	0,58	0,00	0	
ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	5	98,17	34,65	3	35,29%
Ministère des Droits et de l'Autonomisation des Femmes	1	7,10	1,78	1	25,00%
Autres dépenses de la présidence de la republique	11	90,09	0,00	0	
Dépenses communes	12	1336,17	196,41	1	14,70%
Total	566	6139,25	1 047,02	234	17,05%

Tableau 25: Situation résumée des opérations budgétaires de l'état (en milliards de GNF)

Code NBE	LIBELLE	LFI 2021	prév mars 2021	réal mars 2021	Taux	Part
1	RECETTES	23 511,64	5 067,18	5 120,65	101,06%	100,00%
11	RECETTES FISCALES	21 079,86	4 616,55	4 710,57	102,04%	91,99%
	dt Récette Minière	2 688,53	649,24	816,67	125,79%	15,95%
	dt Récette Pétrolière	4 973,72	1 337,90	1 081,01	80,80%	21,11%
	dt TSPP	1 050,04	356,98	360,38	100,95%	7,04%
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	4 345,50	402,76	570,29	141,59%	11,14%
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	415,09	94,17	12,92	13,72%	0,25%
113	Impôts sur ne patrimoine	100,32	17,49	9,68	55,33%	0,19%
114	Impôts sur les biens et services	11 020,13	2 733,30	2 694,06	98,56%	52,61%
	dt RER	377,88	94,47	175,69	185,98%	3,43%
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	5 091,84	1 176,46	1 175,06	99,88%	22,95%
116	Autres recettes fiscales .	106,98	21,33	20,99	98,43%	0,41%
12	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 698,00	424,50	296,25	69,79%	5,79%
13	AUTRES RECETTES	733,78	58,76	113,84	193,72%	2,22%
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	402,63	89,02	114,42	128,54%	2,23%
	BAS FODECON	375,46	86,52		0,00%	0,00%
	BAS RSU	50,66	9,11	32,43	356,17%	0,63%
	BAS FCE	126,54				
2	DEPENSES	27 739,07	4 503,67	5 066,38	112,49%	100,00%
21	Charges financières de la dette	1 534,00	346,80	256,31	73,91%	5,06%
	Intérêt Dette Intérieure	1 168,00	205,09	155,37	75,76%	3,07%
	Intérêt Dette Extérieure	366,00	141,71	100,95	71,23%	1,99%
22	Dépenses de personnel	6 890,76	1 622,75	1 969,21	121,35%	38,87%
23	Dépenses de Biens et services	3 926,49	638,93	1 018,79	159,45%	20,11%
	dt RER	377,88	94,47	175,69	185,98%	3,47%
24	Dépenses de transfert	6 100,73	1 228,19	1 010,90	82,31%	19,95%
	dt EDG	2 390,00			#DIV/0!	0,00%
SNG	Solde net de gestion (1-2)	-4 227,43	139,01	865,45	622,56%	17,08%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:					
25	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 331,79	561,55	798,26	142,15%	15,76%
251	IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	8 148,22	410,75	785,34	191,20%	15,50%
2511	Acquisition d'Immobilisations Corporelles	1 512,68	0,00	55,20	#DIV/0!	1,09%

2512	Acquisition d'Immobilisations incorporelles	446,49	305,29	87,59		1,73%
2513	Grosses réparations	17,68	0,00	642,56		12,68%
2514	Immobilisations non Produites(finex)	6 171,37				0,00%
NLB	Capacité / besoin de financement (SNG-25)	-12 559,22	-422,53	67,19	-15,90%	1,33%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):					
252	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	183,57	150,80	12,92	8,57%	0,25%
2521	Immobilisations financières intérieures	183,57	150,80	12,92	8,57%	0,25%
2522	Autres Immobilisations financières intérieures		0,00	0,00		
2523	Immobilisations financières extérieures		0,00	0,00		
2524	Autres Immobilisations financières extérieures		0,00	0,00		
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	402,63	89,02		0,00%	0,00%
	BAS FODECON	375,46				
	BAS RSU	50,66				
	BAS FCE	126,54				
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	7 475,59	1 703,92	224,86	13,20%	100,00%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF		0,00	0,00		0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	0,00	0,00	0,00		0,00%
32	EMPRUNTS	7 220,53	1 640,16	224,86	13,71%	100,00%
321	Emprunts Intérieurs	1 502,21	210,58	-733,69	-348,41%	-326,28%
	dt Banque commerciale	1 502,21	-71,75	-155,54	216,78%	-69,17%
322	Emprunts Extérieurs	5 718,31	1 429,58	958,55		426,28%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	63,77	0,00		0,00%
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	255,06	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,00	0,00	0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,00	0,00	0,00		0,00%

343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,00	0,00	0,00		0,00%
344	Remboursements de prêts par des particuliers		0,00	0,00		0,00%
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	255,06	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
349	Autres remboursements de prêts	0,00	164,97	0,00		0,00%
4	CHARGES DE FINANCEMENT	3 248,16	812,04	267,57	32,95%	100,00%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF		0,00	-95,90		
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	3 248,16	812,04	0,00	0,00%	0,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 988,28	497,07	0,00	0,00%	0,00%
	dt Banque Centrale	287,05	0,00	0,00		0,00%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	1 259,88	314,97	0,00	0,00%	0,00%
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR		0,00	0,00		0,00%
43	PRETS ACCORDES	0,00	0,00	0,00		0,00%
431	Prêts accordés à des Collectivités locales		0,00	0,00		0,00%
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)		0,00	0,00		0,00%
433	Prêts accordés à des entreprises		0,00	0,00		0,00%
434	Prêts accordés à des particuliers		0,00	0,00		0,00%
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)		0,00	363,47		135,84%
439	Autres prêts et avances accordés		0,00	0,00		0,00%
	Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)	0,00	0,00	0,00		
	Principaux agrégats et soldes					
	Solde de base	867,00	360,54	514,44	142,69%	59,34%
	Soldede base % PIB	0,52%	0,22%	0,31%	142,69%	0,00%
	PIB	167 155,0	167 155,0	167 155,0	145 951,0	145 951,0
	Taux de change USD	9 322,6	9 322,6	9 322,6	100,00%	10,752704
	Pression Fiscale hors Dons	13,00%	3,03%	3,06%	101,06%	0,00%

